

22

LES

CONSIDERATIONS

SUR

LES EFFETS QU'ONT PRODUIT EN CANADA, LA CONSERVATION
DES ETABLISSEMENTS DU PAYS, LES MŒURS,
L'ÉDUCATION, ETC. DE SES

HABITANS;

ET

LES CONSÉQUENCES QU'ENTRAINEROIENT LEUR DECADENCE
PAR RAPPORT AUX INTÉRÊTS DE

LA GRANDE BRETAGNE.

PAR UN CANADIEN, M. P. P.

“ Un état mérite le nom de sage ; lors qu'on y prend toujours les
mesures les plus justes, pour l'avancement du bien public.”

PLATON DE LA REP.

MONTREAL:

Imprimé chez JAMES BROWN, Libraire,
No. 20, Rue St. François Xavier,
vis-à-vis le Séminaire.

1809.

I
qu
Se
con
ma
Fr
ten
qu
tes
par
cet
ce
ti
foi
qu
de
to
Se
réf
res
ver
sen
lea
ou
des
Je
ret
en
L
à
gr
tro
sen
co
ga
le
M
la
pa
pr
rés
tô
qu
vre

AVERTISSEMENT.

IL y déjà quelque temps qu'on publia dans le *Mercury* quelques pensées hasardées par un écrivain, qui, sous le nom de Scévola, ajoutoit aux diatribes lancées par l'éditeur du *Mercury* contre tous les établissemens du pays, des déclamations assez mal adroites contre les dangers d'une éducation donnée en langue Française dans nos collèges. Je n'y fis pas d'abord grande attention. L'auteur avoit évité de toucher à aucun autre objet, quoiqu'il parlât assez dans le sens de l'éditeur de ce papier, et que ses idées parussent assez tenir à celles de ces petits feseurs de paragraphes, qui depuis quelques années s'évertuent à crier dans cette feuille contre tout ce qui existe dans ce pays. Après tout ce qui avoit été déjà écrit dans nos papiers publics sur ces matières, j'avois de la peine à me persuader que l'on pût de bonne foi remettre la question sur le tapis. La foiblesse de la réponse qu'opposa *Verus*, dans le *Courier de Québec*, aux déclamations de Scévola, me fit naître le désir de leur répondre moi-même à tous deux par quelques plaisanteries, au lieu de faire honneur à Scévola d'une réfutation sérieuse. Je me mis à l'ouvrage. En y réfléchissant plus mûrement, je crus voir qu'un sujet aussi intéressant méritoit dans le fait d'être discuté avec la gravité qui convenoit à son importance, surtout en observant la liaison que les sentimens de l'auteur sur l'éducation du pays, étoit liés avec toutes les autres productions de l'éditeur du papier qui les avoit accueillis ou enfantés sur des sujets analogues, la religion, les loix, les mœurs des Canadiens, &c. J'étois malheureusement déjà un peu avancé. Je n'avois pas le temps d'entreprendre un ouvrage régulier. Je retranchai quelque chose et continuai celui que j'avois commencé en changeant seulement de ton, ce qui y répand un peu de bigarrure. L'importance du sujet se déroulant pour ainsi dire à mes yeux, à mesure que je le considérois ; je m'aperçus que mon ouvrage grossissoit à vue d'œil, et que cette production ne pourroit plus trouver place dans une gazette. Il falloit l'oublier. Je m'y serois déterminé sans les conseils de quelques amis, à qui je le communiquai dans l'état informe où il se trouve. Ils m'ont engagé à le publier. Ai-je bien fait de suivre leurs conseils et de le mettre au jour dans l'état où il est ? Le public en jugera. Mes occupations m'ont empêché de le retoucher ; et d'y mettre la dernière main. Si j'eusse eu du loisir, je ne l'aurois pas donné parfait, au moins ses défauts auroient moins blessé mon amour propre ; parcequ'ils seroient moins nombreux. Je donne mes réflexions telles qu'elles sont venues, tantôt dans un temps, tantôt dans un autre, sans ordre, à la suite les unes des autres, chaque fois qu'un moment de loisir m'a permis de me mettre à l'ouvrage. On sent les défauts que comporte une pareille manière de

composer. Je prie ceux qui me liront de ne pas se laisser rebuter par les commencemens et de lire cet essai en entier, pour me juger. Je sollicite leur indulgence pour des fautes qu'il m'étoit impossible d'éviter à cause de la rapidité avec laquelle j'ai été obligé de conduire mon travail chaque fois que je m'y suis mis. Je ne puis donner uniquement mon temps aux affaires publiques. Ceux qui liront ce petit ouvrage y trouveront au moins de grandes vérités, qu'il leur sera aisé de démêler, parcequ'elles sont d'une évidence trop frappante pour perdre beaucoup par les fautes du style, et le défaut d'ensemble qui règnent dans leur exposition.

J'invite de bon cœur ceux qui ont plus de loisir ou de talents, à entrer et à me devancer dans la même carrière. Je verrai leur succès avec plaisir. J'y applaudirai avec joie, je leur en aurai obligation. J'aime mon pays et tous ceux qui le servent. Je serai satisfait de l'honneur d'avoir donné un exemple digne d'être imité.

Je dois de nouveau faire remarquer que je ne prétendois, en commençant, réfuter que l'auteur qui a écrit le Scévola du Mercure, à qui ces réflexions s'adressoient d'abord. Le sujet m'a tout naturellement conduit à répondre en gros à la plupart des productions analogues, qui ont successivement paru dans cette feuille, sur la religion, l'éducation, les mœurs, la jurisprudence et les autres établissemens de ce pays. L'éditeur auroit dû se contenter d'être agréable et utile. Il a cru devoir servir ses préjugés ou ceux des autres. Il a gâté son rôle.

CONSIDERATIONS

SUR LES EFFETS QU'ONT PRODUIT EN CANADA, LA CONSERVATION DES ETABLISSEMENTS DU PAYS, LES MŒURS, L'EDUCATION, ETC. DE SES HABITANS; ET LES CONSEQUENCES QU'ENTRAINEROIENT LEUR DECADENCE PAR RAPPORT AUX INTERETS DE LA GRANDE BRETAGNE.

ON n'écrit guères ici. C'est un malheur. Les habitans de cette province s'occupent beaucoup plus qu'on ne s' imagine de leurs intérêts généraux, qui font assez habituellement le sujet de leurs entretiens. Ils sont par cela même très exposés à des écarts; parcequ'ils trouvent peu de ressources pour s'instruire dans les papiers périodiques qu'on y publie. On ne s'attache pas assez à éclairer l'opinion publique; certaines gens au contraire travaillent ce semble à l'égarer.

Les questions qu'on ramène à tout moment sur les rangs depuis quelques années, sont assez sérieuses pour mériter d'être traitées avec un peu moins de légèreté, qu'elles ne le sont ordinairement par quelques uns de nos écrivains à la semaine. Ceux-ci ne sont guères que des échos qui répètent mal ce qu'ils ont entendu dire ailleurs. Plusieurs des sujets qu'on y discute tiennent essentiellement à l'ordre public, au bien être de ce pays, à notre existence même comme colonie Britannique. Celui que j'entreprends de discuter moi-même est sans contre dit un des plus importants. C'est ce qui m'a engagé à mettre mes idées au jour.

Quelques individus crient sans cesse contre l'éducation, les mœurs, les usages, les loix, la langue des Canadiens; on demande avec étonnement quel peut-être leur but? ceux qui font retentir ces pitoyables déclamations s'entendent-ils eux-mêmes? Ils n'ont sans doute jamais en visagé les résultats

probables et évidens de leurs systèmes si on en venoit à la pratique. Il est permis de le croire quand on peut examiner de sang froid, et voir où leurs projets nous conduiroient s'ils étoient de nature à être adoptés ou seulement favorisés sérieusement. Je me flatte que cet écrit pourra contribuer à en faire sentir le danger autant que l'injustice aux moins clairvoyans.

Il est sans doute parmi ceux dont je combats les sentimens des hommes, qui n'ayant, comme je viens de le dire, jamais senti ces funestes conséquences, veulent peut-être sincèrement le bien. Il faut avouer qu'ils se trompent lourdement sur les moyens, comme on peut s'en convaincre en y réfléchissant avec une attention suivie. Puissent-ils ouvrir les yeux et se convaincre eux-mêmes de la vérité de cette maxime fondamentale qui est le résultat des principes que j'entends établir par rapport à l'objet que je traite eu égard au Canada, que la justice est l'arme la plus sûre de la saine politique, la morale la base la plus solide de l'autorité, deux sources d'où découlent également le bonheur des peuples le repos et la force des gouvernemens.

Il est assez étonnant qu'un aussi mince déclamateur que le Scévola du Mercury ait paru au bon Verus digne d'une réponse sérieuse. Scévola ne paroît guères qu'un réchauffé du Mercury transformé en diminutif Romain, Verus a bien voulu traiter comme un sujet important une question rebattue en cent manières différentes par l'éditeur en question, tantôt sous une forme tantôt sous une autre, c'étoit peut-être faire trop d'honneur à des arguments déjà si souvent et si victorieusement réfutés. *Il importe peu d'être cru, pourvu qu'on soit lu.* C'étoit la maxime d'un grand homme qui visoit et travailloit à détruire, c'est aussi sans doute la maxime de Mr. C.; mais il faut avoir du génie pour donner au moins un air de vérité à l'erreur, et trouver des gens disposés d'avance à l'embrasser. Celles de Mr. C. ne sont pas assez habilement déguisées pour produire cet effet malheureux.

Quant à l'écrivain quelqu'il soit; il a pris un nom assez analogue à son projet bizarre. L'ancien Scévola, dont il a voulu prendre le masque, étoit citoyen de Rome dans un siècle

siècle ou son peuple, un peu plus qu'à demi sauvage, révolté contre Tarquin, son souverain, l'avoit chassé après l'avoir dépouillé de son autorité. Porsenna, roi d'Etrurie entreprit de venger la cause des rois et de rétablir Tarquin sur le trône. Il assiégeoit les Romains et les avoit déjà réduits aux abois. Le désespoir arme le courage de Scévola. Il se déguise, passe dans le camp de Porsenna, court en furieux à la tente du roi, et plonge son épée dans le sein d'un secrétaire, qu'il trouva seul, au lieu du prince qu'il croyoit égorger. Les gardes firent Scévola prisonnier. Celui-ci amené devant le roi comme s'il eut voulu punir sa main de son erreur, la porta sur un brasier ardent et s'en expliqua ainsi au roi, qui ne pouvant s'empêcher d'admirer ce courage féroce, lui pardonna. *Cette action honoroit Rome sans la sauver.* Le Romain le sentit bien et feignant d'être touché de reconnaissance, trompa le roi par une fausse confiance en l'assurant que trois cens Romains avoient avec lui formé le projet de l'assassiner; qu'il étoit le premier chargé de tenter l'entreprise, et que les autres étoient résolus de se sacrifier tous les uns après les autres pour l'exécuter. Le roi aussi bon politique que tous les potentats du continent Européen qui avoient entrepris de soutenir la cause du respectable Louis XVI, saisi de crainte en entendant ce langage, se hâta d'abandonner Tarquin à son sort, et de faire la paix avec les Romains, qui déjà réduits aux dernières extrémités se seroient trouvés trop heureux d'implorer la clémence de leur vainqueur. Cette heureuse fourberie de Scévola produisit le même effet que les intrigues et les menaces des François triomphans de la foiblesse et de la crédulité des puissances Européennes dans ces derniers temps. En donnant aux Romains le temps de respirer, d'augmenter leurs forces et de multiplier leurs ressources, leurs voisins leur fournirent, par cela même, les moyens de les écraser.

Quoiqu'il en soit, de ce récit vrai au faux que quelques écrivains regardent comme une fable inventée par les anciens historiens Romains pour faire honneur à la naissance de leur république, que je ne rapporte moi-même que parceque l'éditeur qui a publié Scévola a senti lui-même l'allusion que

l'auteur fesoit à cette anecdote, en prenant ce nom. Si le but du nouveau Scévola de Mr. C. étoit le même pour soutenir une cause où la raison et le bon sens doivent désespérer, il a assez bien joué la première partie de la farce. Mais nos sauvages d'aujourd'hui auroient bien assez de courage pour en faire autant que l'ancien héros Romain, et n'en imposeroient à personne. Le temps de la crédulité est celui de l'ignorance; et quoi qu'en dise le bon Verus sans doute dans toute la sincérité naïve de son cœur, le tableau hideux qu'il fait de l'ignorance de ses compatriotes est beaucoup trop chargé. Nous ne sommes point dans ce pays au point d'être dupes de ces tirades puériles, quoique débitées avec un ton dogmatique, assez naturel à ceux qui n'ont rien médité, rien approfondi. L'espèce de penseurs qui les mettent au jour tient à des erreurs qui ont leur source dans les sentiments de leur cœur. Quand on est déjà engagé de quelques pas dans le chemin de l'erreur, il faut faire quelque effort pour revenir en arrière. Il faudroit examiner avec attention et se dépouiller de préjugés. Il en coûte moins de caresser une erreur chérie, de la réchauffer, de la nourrir dans son sein et de distiller le poison sur ceux qui nous environnent, On débite une extravagance. On est sur des applaudissement de quelques amis gagés, mercenaires ou passionnés, Quelques ignorans applaudissent à un beau nom, et ne voient pas, comme le renard d'Esopé, qu'un buste quelque beau qu'il soit est sans cervelle. L'orateur applaudi dans le cercle étroit de ses connoissances, croit en imposer au public malin, qui rit de ses travers. Il a quelque fois l'honneur d'une réponse. Il n'en faut pas d'avantage pour se croire un homme de quelque importance. C'est la mouche de la fable. Elle bourdonne successivement aux oreilles du cocher et des chevaux, et croit par d'aussi puissants secours, *faire aller la machine.*

Ainsi certaines gens faisant les empressés,

S'introduisent dans les affaires

Ils font partout les nécessaires

Et partout importuns, devoient être hués.

Nos penseurs lâchent leurs écrits sur le public sans examiner les conséquences des principes qu'ils établissent. Ils prêchent leur doctrine sans la suivre dans les détails, sans songer

songer aux résultats. Je ne reviendrois pas sur cette matière, sur laquelle nous avons des règles sûres, fondées sur l'expérience de notre propre pays et sur celle de tous les siècles, si je ne croiois que le sujet mérite une attention sérieuse de la part du public, et de tous ceux qui s'intéressent au bonheur et à la conservation de cette colonie, de tous ceux enfin qui savent combien ceux qui gouvernent sont intéressés à nourrir dans les peuples cet esprit d'ordre qui forme les sujets fidèles et soumis, qui rend le gouvernement lui-même modéré, parcequ'il n'a dès lors plus besoin d'efforts pour se faire obéir, qui produit enfin la félicité des peuples comme des individus.

On a raison de regarder l'éducation comme un des objets de la plus grande importance pour former les citoyens et les rendre en effet propres à jouir des avantages que peut leur assurer un gouvernement libre et sage, faire naître cet esprit d'union et de concorde qui assure le bonheur de la société. Mais ce n'est point la similitude du langage qui inspire aux hommes les mêmes affections et les mêmes sentiments. Ce sont les principes sur lesquels l'éducation est dirigée, et non la langue qui sert de véhicule à l'instruction.

Les Carthaginois soumettant la terre à leur empire, rendant tous les peuples tributaires de leur industrie, donnant l'exemple de la vertu et de la bonne foi à tous les peuples qu'ils enrichissoient en s'enrichissant eux-mêmes, n'avoient point changé de langue, lorsque tous ceux qu'ils avoient successivement unis à leur empire, las de la tyrannie d'un peuple devenu à la fin avide, trompeur et cruel, l'abandonnèrent à sa destinée malheureuse et le laissèrent tomber et périr sous les coups d'une nation, ambitieuse il est vrai, mais qui par sa modération apparente avoit l'art heureux au moins, de persuader aux nations qu'elle s'incorporoit qu'elles n'avoient point changé de domination,

Quelques uns de nos penseurs empruntent les principes politiques des temps de la décadence de Carthage; c'est celle des génies étroits, elle ne produit que des malheurs. Rien ne le prouve mieux que l'exemple de Carthage elle-même.

même. Je ne citerai qu'un seul trait de sa conduite entre mille autres fautes qui contribuèrent à amener sa ruine. Cette nation dégénérée, enflée tout ensemble et énervée par une longue suite de prospérités, enivrée par des succès trop constants, se crut à la fin tout permis et tout facile. Elle comptoit entr'autres dans sa dépendance, plusieurs peuples Grecs en Sicile, ou elle avoit fait des conquêtes, comptant sur leur foiblesse et sur sa puissance, elle les outragea. Ils devinrent ses plus irréconciliables ennemis. Elle les persécuta, fit la guerre aux opinions, employa son autorité pour détruire les usages qui n'étoient pas les siens, et montra toujours pour ceux des autres peuples un éloignement et une aversion insurmontables. Cette manie fut portée au point qu'elle défendit chez elle l'étude de la langue Grecque et en interdit l'usage à ses citoyens, exactement sous les mêmes prétextes que nos politiques, à vues courtes, voudroient nous interdire l'usage de notre propre langue ; De peur de laisser subsister un lien qui pourroit entretenir et faciliter des moyens de communication avec les ennemis.

Les Romains, que la Grande Bretagne a souvent pris pour exemple, dont la conduite servira toujours de modèle à ceux qui aspireront en politique à élever des édifices solides et durables, se livrèrent eux-mêmes au contraire à l'étude de la langue des Grecs, qu'ils soumettoient à leur domination. En politiques supérieurs en hommes éclairés et habiles ils leurs laissèrent leurs loix, respectèrent leurs usages, leur religion, leur langue, surtout dont ils encouragèrent l'étude et la propagation au lieu de travailler à leur en faire perdre l'usage. Ils laissèrent multiplier, encouragèrent même leurs établissements d'éducation, au lieu de travailler à les détruire. On sait quelle fut la différence de leur succès par rapport à leurs conquêtes, et laquelle de la domination des deux peuples dura le plus longtemps.

Fénélon et Montausier avoient reçu l'éducation qui les forma à la plus sublime vertu dans la même langue que Robespierre et Marat, ces monstres sanguinaires dont la cruauté féroce a fait douter s'ils appartenoient à l'espèce humaine. Cromwell et Monk avoient tous deux été élevés
presqu'en

presqu'en même temps dans les écoles Angloises. Le premier noya l'Angleterre dans son sang sous prétexte de la conduire à la liberté et devint son tyran. Le second rétablit la paix et l'harmonie dans le sein de sa nation égarée par le fanatisme religieux et politique, en rétablissant son roi légitime sur le trône de ses ancêtres.

Il n'en faut pas d'avantage ce semble pour prouver combien sont fausses toutes ces belles théories fondées sur des idées vagues dont on tire gravement des conclusions générales. C'est sur l'expérience qu'il faut établir les maximes de la politique et du gouvernement ; c'est sur cette base qu'il faut juger toutes les questions qui intéressent l'humanité et les nations,

On pourroit multiplier à l'infini ces comparaisons tirées de l'histoire ancienne et moderne. Je me borne pour le moment à ces traits généraux. Je viendrai bientôt à des exemples particuliers, dont l'analogie sera plus frappante, et mettra cette vérité dans un plus grand jour encore s'il est possible.

La révolution Française qui a par contre coup sappé ou renversé de fond en comble presque toutes les institutions politiques, civiles et religieuses de l'Europe, et dont l'explosion s'est fait sentir dans les coins les plus reculés du monde, a donné une leçon terrible à l'espèce humaine. Nos hommes à grandes vues ne se donneront-ils pas la peine d'analyser les faits et de méditer les événemens, avant de faire retentir à nos oreilles étonnées leurs pompeuses chimères. Si l'on vouloit remonter à la source de ces désastres, on la verroit évidemment dans l'immoralité du siècle qui les a produits. L'épicurisme né dans la Grèce, dans un climat qui appelle les plaisirs, et conduit à Rome y produisit les mêmes effets. Il énerva successivement les Grecs et les Romains après les avoir éblouis par quelques lueurs brillantes, et les avoir séduit par les espérances de quelques jouissances éphémères. Sous une apparence d'indifférence et d'un amour innocent du plaisir, cette secte cachoit dans le fond la haine de tout ce qui tient à la vertu et aux mœurs. Après avoir allumé le feu de toutes les passions, sous le prétexte trompeur et mensonger

d'en éteindre le flambeau, elle finit par anéantir le règne de toutes les vertus et enfanter tous les vices. Les nations qui l'avoient accueillie se trouvèrent elles-mêmes surprises de tomber percées des coups de cette philosophie corruptrice qu'ils avoient réchauffée dans leur sein. Tout le monde connoît le mot de Fabricius à Phinéas qui lui expliquoit les principes de la philosophie d'épicure à la table de Pyrrhus, roi d'Épire, pendant la guerre qui celui-ci fit aux Romains. Puissent, s'écria le grave Romain, *les Grecs toujours suivre une semblable doctrine tant qu'il seront nos ennemis.* Les événemens qui suivirent quelques années après ne justifiaient que trop le mot de Fabricius. Tout homme qui à étudie avec un peu de soin l'histoire des Grecs et des Romains, sait les malheurs que produisit chez ces deux peuples le développement progressif de la théorie du philosophe de la volupté,

Ce qu'il y a de plus surprenant dans le tableau de leur histoire; c'est que le temps de leur dépravation fut celui des plus affreuses révolutions qu'ils aient éprouvées; et qu'ils eurent les mêmes suites chez les deux peuples. Le bouleversement de la Grèce ne précéda son asservissement complet que de quelques années, les proscriptions de Marius et de Sylla furent le tombeau de la liberté de Rome.

Les Grecs voluptueux et sans patrie tombèrent les premiers vaincus par les Romains, qu'ils avoient regardés d'abord comme de méprisables barbares. La solidité des établissemens des Romains, l'austère gravité de leurs mœurs les préserva d'abord de la corruption; mais elle gagna bientôt tous les états. Tous les fléaux politiques finirent par assiéger Rome victorieuse du monde, triomphante sur la ruine de la liberté des nations. Gangrenée intérieurement, elle tomba pour ainsi dire d'elle même, affaissée par son propre poids. On vit l'empire Romain livré à la fois à trente tyrans qui se dispuoient ses dépouilles. Les coups d'ennemis qu'elle avoit d'abord méprisés et foulés aux pieds ne firent que hâter sa chute de quelques instans. Le pire de tous les maux qui la précédèrent fut l'esclavage, fruit ordinaire de l'injustice et de l'ambition sans remords de ceux qui

qui gouvernent, qui marche toujours à la suite de l'immoralité. En achevant de détruire toutes les affections sociales, il rendit les peuples indifférens sur leur sort. Ils ne pouvoient aussi espérer qu'un changement de maîtres avides, qui les dépouilloient à l'envie de leurs droits comme de leurs propriétés. Les peuples finirent par voir avec apathie la chute du trône de ceux qui les gouvernoient en tyrans. Ils ne voyoient en effet dans le renversement de leur autorité et de leur puissance, que les coups du ciel qui frappoit des têtes, coupables des maux qu'ils leur avoient fait souffrir. Dans le relâchement général de tous les liens d'affection qui unissent les hommes en société, ils ne pouvoient se sentir émus de leurs malheurs, quoique leur abaissement et leur chute entraînaient leur propre ruine.

L'épicurisme moderne a produit les mêmes effets chez les nations qui ont eu le malheur de se laisser entraîner par leur exemple. Les écrivains François, en brisant tous les liens qui unissent les hommes en société, ont préparé la chute du trône de leurs rois et tous les maux que ce bouleversement a entraîné à sa suite. Les écrivains Allemands et Italiens les ont imités, et leurs pernicieuses doctrines ont distillé dans le sein de ces nations le poison qui les a consumées. Sans parler des écrivains François eux-mêmes, qui dégagés des liens de la corruption générale ont opposé tant d'ouvrages, d'écrits, de réflexions sensées au torrent d'immoralité qui se débordoit de toutes parts, qu'on lise les sages réflexions que l'illustre Burke* publioit dans les commencemens de la révolution Française sur ces objets importants,

* Je le cite entre beaucoup d'autres avec d'autant plus de plaisir que cet homme qui contribua avec plus de succès qu'aucun autre à arrêter les progrès et le développement des principes révolutionnaires dans la Grande Bretagne, avoit aussi plaidé avec succès la cause des Canadiens. Sa conduite en ces deux occasions étoit fondée sur les mêmes principes. Les hommes supérieurs aiment la justice, ne fut ce que par cet esprit d'ordre qui s'accorde si bien avec la saine politique et les vrais principes du gouvernement. Ce célèbre orateur avoit d'avance réfuté et mis en poudre tous ces argumens ridicules si souvent renouvelés depuis contre les Canadiens, leur religion, et leurs établissemens.

tans, on y verra le point de vue, sous lequel un homme de génie dont l'autorité est d'un si grand poids en politique, envisageoit lui-même la question que je traite. C'est dans des ouvrages de cette espèce bien médités, bien approfondis; qu'on devroit aller chercher des notions sûres sur la politique et le gouvernement que nos spéculateurs de ce pays vont puiser dans ces publications éphémères dans ces productions fougueuses qu'on lit au sortir de table pendant les fonctions d'une laborieuse digestion.

Lorsque l'on a vu le tableau des malheurs affreux qu'entraînent à leur suite la destruction des mœurs des peuples, il semble qu'un homme sage ne devroit jamais être tenté de porter la main à l'édifice qu'en tremblant. C'est la dernière ressource. On ne peut la mettre en œuvre que quand il n'y a plus de milieu entre le changement et la destruction. Il faut toujours travailler à réparer l'édifice tant qu'il n'est pas entièrement détruit. Ces idées rebattues de perfectibilité de l'espèce humaine et des gouvernemens mises au jour par les écrivains François, aujourd'hui méprisés, dont le souvenir ne se perpétue que par celui des maux qu'ils ont causés, ont été éprouvées au creuset de l'expérience. On peut juger de leur prix et de leur valeur par leurs effets.

C'est n'est point la langue dont on se sert pour distribuer le bienfait de l'éducation et des connoissances utiles, qui rend les sujet bons ou mauvais, soumis ou infidèles. Ce sont les principes essentiels, sur lesquels l'éducation elle-même est dirigée, qui la rendent utile ou dangereuse. Qu'importe que ce soit en Grec ou en Latin, en François ou dans une autre dialecte; si ceux qui sont à la tête de l'éducation regardent comme un devoir sacré d'apprendre aux hommes leurs obligations, et de leur inspirer la soumission et la fidélité à leurs souverains et à leur gouvernement, et le mettent en pratique?

Si l'on vouloit se donner la peine d'examiner les fruits qu'a produits ce qu'on se plaît à appeller ici l'éducation Française, parceque l'on parle François dans nos collèges, et qui, pour le dire en passant, est moins Française que celle qui se donne à la Chine ou au Japon; on ver-

roit

roit que c'est parmi ces hommes instruits en François, qu'on a généralement et presque sans exception trouvé les meilleurs citoyens, les amis les plus constans de leurs devoirs politiques et civils, les sujets les plus inviolablement attachés à leur gouvernement et à la nation qui a assuré leur bonheur et la tranquillité de ce pays depuis un demi siècle.

Je suis toujours surpris de voir revenir sur les rangs ces déclamations de collège sur la langue et l'éducation de ce pays, comme si l'on pouvoit changer la langue et les mœurs d'un peuple comme on change ses habits et ses modes. Si l'on vouloit anéantir, pour les Canadiens, tous les moyens d'acquérir des talents et les connoissances utiles que procurent l'éducation parmi eux, on ne pourroit prendre un moyen plus sur et plus efficace que d'abolir l'usage de la langue Française dans nos collèges et ailleurs. Dès lors la très grande majorité des habitans des villes et la presque totalité de ceux des campagnes pourroient demeurer dans leur atelier ou rester attachés à leur charrue et croupir pendant des siècles dans la plus crapuleuse ignorance, sans aucune espérance de les en faire jamais sortir. Des hommes sans pudeur ont osé mettre cet infâme vœu au jour, toujours sous prétexte de rendre les Canadiens fidèles.

C'est aussi sous ce prétexte spécieux qu'on vit autrefois les Normands devenus maîtres de l'Angleterre, la parcourir le fer et la flamme à la main, pour établir leur puissance sur la ruine de tous les établissemens qu'il avoient trouvés en vigueur et florissant, en mettant le pied dans ce trop malheureux pays. Guillaume le Conquérant avoit aussi formé le projet insensé, suivi inutilement par plusieurs de ses successeurs d'abolir absolument l'usage de la langue comme les mœurs et les loix de ses nouveaux sujets. Il ordonna que dans toutes les écoles on apprît la langue Française à la jeunesse, méthode qui fut continuée jusques sous le règne d'Edward III. On plaida par les ordres du gouvernement, en François dans les cours de justice, on rédigea les loix dans cette langue. On abolit les loix anciennes, on leur en substitua d'autres dans une langue qui étoit étrangère à ceux qui avoient le plus d'intérêt de les connoître. En vain les

Anglois

Anglois devenus victimes de ces innovations dangereuses, qui n'aboutissoient à rien moins qu'à les conduire au dernier degré de l'esclavage, réclamèrent leur droit, et redemandèrent le rétablissement de leurs anciennes loix. On joignit le mépris à l'injustice, on avilit la nation par de nouveaux édits qui faisoient sentir au peuple Anglois son infériorité, et appesantissoient sur sa tête le joug honteux que ses tyrans lui avoient imposé. On ajouta l'insulte à l'outrage, en l'humiliant par des préférences marquées, données aux insolens et turbulens vainqueurs, sur les Anglois soumis et dociles. Quel fut le résultat de ces conceptions bizarres enfantées par le caprice ? Une suite d'injustices criantes qui en firent naître de plus grandes encore. Le trouble et la confusion produisirent d'abord le découragement, ensuite le mécontentement, l'indignation, la haine. Il fallut punir des hommes réduits à la triste alternative de périr ou de vivre dans l'opprobre. La perte de leur biens et de leurs honneur avoit dû les réduire au désespoir. Les tyrans subalternes qui profitoient de leurs dépouilles ne pouvoient se le dissimuler. Ces hommes féroces spéculèrent froidement sur l'exécration publique qu'ils avoient excitée contre eux par leur conduite. Ils peignirent au gouvernement les Anglois comme des traîtres, toujours disposés à la révolte. Parceque les Anglois ne pouvoient supporter les principes de la désolante anarchie qu'on avoit semée parmi eux, parcequ'ils ne pouvoient goûter un nouvel ordre de choses qui les accabloit et qui arrachoit également à la nation et aux individus leurs droits et leurs propriétés, on en fit un prétexte pour les dépouiller des uns et des autres.

Les sacrifices généreux que les Anglois firent d'abord pour prouver leur fidélité et leur attachement à leurs nouveaux souverains furent perdus pour eux. Ils arrosèrent inutilement de leur sang leur pays natal et des terres étrangères pour acquérir des droits à leur estime et mériter leur confiance. Leur courage et leur dévouement, leurs réclamations et leurs plaintes furent également des titres pour appesantir leurs chaînes et les rendre insupportables. Les malheurs excessifs abrutissent; la nation se dégrada.

L'ignorance

L'ignorance et les vices qui l'accompagnent, devinrent bientôt le partage d'un peuple flétri par une persécution brutale. *Il seroit, dit un des plus célèbres historiens du dernier siècle, difficile de trouver dans l'histoire une révolution plus destructive et suivie d'un asservissement aussi complet des anciens habitans.** Les Anglois furent avilis au point que leur propre nom devint un reproche dont ils rougirent. Ils devinrent dignes du mépris de leurs tyrans. Leurs maux allèrent toujours en croissant, jusqu'à ce que les barbares vainqueurs, las de sang et de carnage, épuisés dans une lutte inutile qui ne produisoit que des haines interminables, des séditions atroces, prirent enfin le sage parti d'abandonner un système de conduite, qui n'avoit produit que des malheurs sans aucun succès réel. Eclairés enfin sur leurs véritables intérêts, ils finirent par où ils auroient dû commencer, en laissant rentrer les choses dans leur ordre naturel. Oubliant leurs injustes prétentions, ils se rapprochèrent d'eux-mêmes, et se réunirent aux vaincus. Ces distinctions odieuses s'effacèrent graduellement, et disparurent. Ce fut à cette époque seulement que l'aurore du bonheur commença à luire pour les deux peuples qui sentirent enfin la nécessité de se réunir pour l'intérêt commun, et pour être heureux de leur félicité mutuelle.†

Les divisions qui survinrent pour la succession à la couronne, qu'il étoit aisé de fomentier chez une nation dont les discordes et les dissensions civiles avoient exalté les passions, et ensuite les guerres de religion, couvrirent de nuages l'aube de ce beau jour. Le fanatisme parcourut le monde à la lueur de ses torches funèbres; et se baigna dans le sang. Ses fureurs retardèrent les progrès de la civilisation, et faillirent éteindre le flambeau des sciences qui commençoient à renaître en Europe. Il divisa les humains en deux partis armés pour s'égorger. L'Angleterre éprouva à son tour l'influence de cette frénésie épidémique qui avoit fait parmi les autres nations de si étranges ravages. Dégagée enfin

* Hume.

† Hume, Rayn, etc.

enfin de cette fièvre ardente, elle put employer pour son propre avantage les forces et les ressources dont elle s'étoit servie pour se déchirer elle-même pendant et accès de délire. Sans ces évènements funestes qui l'arrêterent, elle auroit monté dès lors, comme elle fait a depuis, au premier rang, et seroit parvenue deux siècles plutôt à ce point de prospérité et de grandeur qui l'élève maintenant au dessus de toutes les puissances de l'Europe.

Après tout, si l'on avoit quelques motifs apparens d'espérer que ces moyens qui ailleurs n'ont seroit qu'à combler le malheur des couples chez qui on les a mis en œuvre, fussent capables sous aucun rapport de nous conduire au but ostensible de nos politiques parasites ; si quelque exemple, ou aucun fait tiré de l'histoire du Canada, pouvoit soutenir ces prétentions étranges, on pourroit au moins ne pas soupçonner le bon sens ou la bonne foi des hommes légers et superficiels, qui mettent au jour les idées et les sentimens que je combats. Mais que peut-on penser d'eux, quand, sans parler des principes généraux fondés sur l'expérience et la saine politique, qui devroient les engager à tenir un langage différent, on considère que, par rapport à ce pays en particulier, l'expérience est en raison inverse de leurs creuses théories ? En revenant sur les évènements qui nous ont seulement précédés de quelques années, en remontant à ceux dont une grande partie de nous ont été les témoins en 1775, il est aisé de voir si ce fut parmi ceux des habitans de ce pays qui avoient le plus de liaisons avec nos voisins Anglois jusqu'à cette époque, qui déchiroient alors le flanc de leur mère pour prix de ses bienfaits, si ce fut parmi ceux qui avoient le plus acquis de ces connoissances, de ces habitudes, qu'on appelle Angloises dans ce pays, qu'on trouva le plus de fidélité et d'attachement au gouvernement Britannique, de dispositions à le soutenir contre les armées qui envahissoient le Canada.

Ce fut parmi ces hommes à qui on donne sans cesse le nom de Descendans de François, de François même, comme un titre odieux, et un épithète de reproche, qu'on trouva le plus de zèle à soutenir et étayer la cause de la patrie
en

en danger. Ce fut parmi ces membres du clergé catholique qu'on outrage aujourd'hui impunément et si grossièrement dans un des papiers périodiques imprimés en cette Province, pour prix des services qu'ils rendirent au gouvernement et aux anciens sujets Britanniques demeurés fidèles à cette époque désastreuse, qu'on trouva des hommes disposés à faire le sacrifice de tout ce qu'ils avoient de plus cher, et à verser leur sang pour sa défense. Ce fut dans ce collège de Québec, dans cette jeunesse respectable, qu'on accuse de recevoir une éducation François, qu'on trouva des sujets qui, mettant en pratique les leçons et les principes de leurs respectables précepteurs, contribuèrent avec la garnison et les citoyens de Québec, en laissant leurs classes pour faire le service militaire dans la saison la plus rigoureuse, à déjouer les efforts et les intrigues que les Américains mettoient en œuvre pour fondre cette Province dans leur nouvelle République, et nous réunir dans cette association monstrueuse qui a donné aux Européens l'exemple d'une révolte heureuse contre un souverain légitime, qui a produit des imitations si funestes, qui a par contre-coup, failli perdre la Grande Bretagne elle-même, si la sagesse d'un gouvernement attentif, la gravité et l'esprit de réflexion naturel au peuple Anglois, n'en avoit pas calculé, prévu, et arrêté, les suites dangereuses à l'époque où la révolution Française étonnoit l'Europe par ses succès inespérés, en abattant, renversant, détruisant, tout ce qui s'opposoit à ses progrès effrayans. Les Canadiens ignoroient-ils, lors de la révolution d'Amérique, que les François combattoient pour la soutenir? Que leur union aux rebelles leur procureroit de nouveaux moyens de renouveler d'anciennes liaisons avec les descendants de ceux qui avoient établi ce pays? Pour ce qui est des évènements qui se passèrent alors ici, sans parler de ce dont tout le monde a été le témoin lors de l'invasion des Américains, combien je pourrois, si les bornes de cet ouvrage me le permettoient, rapporter de traits honorables, de sacrifices généreux, d'actions particulières ensevelies dans l'oubli par la modestie des hommes vertueux qui s'en sont honorés! Il est triste de se voir obligé de rappeler à ceux

de nos concitoyens qui veulent s'isoler et devenir étrangers au pays qu'ils habitent, le souvenir de faits et d'événemens qu'ils semblent vouloir se déguiser et se dissimuler, de peur de retrouver dans ce tableau des motifs de se condamner eux-mêmes.

Mais pour recourir à des traits plus frappans encore, s'il est possible, non seulement par leur analogie avec la question que je traite, mais encore par la grandeur du théâtre où les évènements se sont passés; qu'on suive avec quelque attention l'histoire des provinces connues sous le nom de Pays Bas catholiques. Elles étoient échues à la maison d'Autriche, et lui avoient resté attachées pendant plusieurs siècles. La défection de la Hollande qui en avoit fait partie, n'avoit point ébranlé la fidélité qu'elles devoient à leurs souverains. On y parloit François comme on le parle encore. L'éducation y étoit presque entièrement Française, elle étoit brillante. Ce fut, entr'autres, une des universités de ce pays, que le gouvernement Britannique fit consulter quelques années avant la révolution Française, pour connoître plus à fond la doctrine des catholiques sur l'obéissance due aux souverains, lorsque leurs principes plus étudiés et mieux connus engagerent la législature à adoucir le sort des catholiques Anglois flétris, harassés par des loix enfantées dans des temps de persécution, de dissension, et de fanatisme. Suivant les principes de nos hommes clairvoyans, on seroit porté à croire que les habitans des Pays Bas auroient dû être sans cesse disposés à la révolte, ceux, surtout, qui habitent les parties limitrophes de la France, avoient avec ses habitans ses points si saillans de réunion, la ressemblance de la langue, qu'on affecte de regarder ici comme si dangereuse, par rapport à nos anciennes liaisons avec un peuple séparé de nous par douze cens lieues de mer. Ils auroient dû être les premiers à en lever l'étendard; ce fut tout le contraire. Les Hollandois ayant secoué le joug de l'Espagne, les Pays Bas catholiques restèrent sous sa domination. On sait cependant la rivalité qui existoit entre la France et l'Espagne qui d'abord possédoit ces provinces, et dont les intérêts étoient unis à l'Autriche à qui
elles

elles finirent par passer définitivement. Les intrigues de la politique Française auroient dû avoir pendant deux siècles de dissension entre ces puissances, quelques succès pour y semer et développer ces germes de rébellion, si ces peuples y avoient été disposés. Ils demeurèrent fidèles. Il est vrai qu'on n'avoit pas encore poussé l'art de troubler l'ordre de la société, et d'en briser tous les liens, aussi loin qu'on l'a fait dans ces derniers temps. Suivant les maximes de nos génies penseurs, ces provinces auroient dû être dans un état de sédition continuelle. Cependant on ne les vit donner aucun sujet de plainte à leurs souverains depuis l'établissement de la République des Provinces Unies jusqu'à deux ans avant l'époque de la trop fameuse révolution Française. Je ferai voir dans un moment comment ce nouveau malheur fut amené, et j'en déduirai les causes bien différentes de celles qu'on pourroit supposer d'après les idées trompeuses qu'ont quelques-uns de nos petits politiques sur le Canada. Cependant ce pays étoit très éloigné du centre de l'autorité, il avoit des ressources immenses dans la richesse de son sol, il avoit en même temps pour prix de sa fidélité perdu son commerce par la foiblesse de ceux qui le gouvernoient. Leurs voisins révoltés profitoient de cette foiblesse même pour achever de l'anéantir par des restrictions gênantes.* Il étoit peuplé de plusieurs millions d'hommes, et un des plus heureusement placés par la nature pour devenir florissant par la liberté telle qu'elle a été entendue dans ces derniers temps : il étoit enfin le centre de toutes les opérations politiques et militaires de l'Europe. La force des principes moraux de ce peuple suffit pour le contenir pendant des siècles dans les bornes de la soumission et de l'obéissance envers son gouvernement.

Les

* Tout le monde sait que dans tous les traités les Hollandois ont toujours exigé ce stipulé que la navigation de l'Escaut fût fermée. C'étoit de fait interdire le commerce aux Pays Bas Catholiques, et le faire passer à la Hollande qui en profita. Aussi le commerce et les manufactures des provinces restées à la maison d'Autriche tombèrent-ils presque entièrement. Avant cette époque, il y avoit eu jusqu'à seize mille ouvriers en drap à Anvers seule. On peut juger de l'état florissant des autres parties de ce beau pays.

Les habitans de la Belgique vivoient heureux et tranquilles. Le temps vint enfin où le génie destructeur qui planoit sur l'Europe, et menaçoit toutes les nations qui l'habitent, de ces changemens effrayans qui l'ont désolée depuis, commença à semer parmi eux ces inquiétudes cruelles, avant-coureurs ordinaires des malheurs publics. Ce n'est point pourtant aux intrigues de leurs voisins François qu'on peut, qu'on doit attribuer les succès des efforts employés pour troubler l'harmonie qui régnoit entre eux, la paix et le bonheur dont ils avoient joui jusqu'alors. Ce furent leurs souverains qui brisèrent leurs sceptres dans leurs propres mains. L'empereur Joseph avoit adopté aussi lui la manie de tout détruire pour tout renouveler suivant le système et les nouvelles idées des philosophes François. Enyvré par les louanges et les applaudissemens de ceux qui maîtrisoient alors l'opinion publique en Europe, flatté aussi d'augmenter sa puissance des débris des privilèges et de la liberté des peuples soumis à sa domination, il avoit formé le projet d'anéantir les droits et la constitution de ses sujets de la Belgique. Il en vouloit surtout à leurs principes religieux. " Il vouloit, dit un écrivain esquissant les principaux traits de " malheur des provinces Belges, tout détruire, tout ren- " verser pour recréer tout, pour donner à tout une allure " philosophique : il vouloit par un déplorable délire *fonder* " *une uniformité de principes entre ses états héréditaires d'Alle-* " *magne et ceux des Pays Bas*, sans avoir égard aux droits " des différens peuples, à leurs mœurs, usages, préjugés, à " toutes ces causes locales qui modifient les hommes, et les " forment en quelque sorte pour telle ou telle forme de " gouvernement.

Il commença par violer pièce à pièce la charte de leur gouvernement, et finit par la révoquer et l'anéantir. Il eut dû voir dans les catholiques dont la fidélité et les principes moraux et politiques avoient conservé à sa maison cette partie brillante de son apanage, le plus ferme soutien de son autorité; il les persécuta. Le peuple de ces provinces avoit, en dépit du zèle avec lequel les apôtres de l'immoralité propageoient leurs doctrines anti-religieuses, conservé

un attachement extrême pour tous leurs établissemens religieux. Il travailla à les miner peu à peu, sans les difficultés sans nombre qui naissoient à chaque pas dans ces injustes entreprises. Il auroit fini par les anéantir, au moins il eut le malheur d'y réussir en grande partie. Il sécularisa les corps religieux pour profiter de leurs dépouilles, il se les approprias. Il se mêla de l'éducation dans les universités pour la gêner et la modeler sur les nouvelles idées qu'il avoit adoptées. Il établit, changea ou remplit les séminaires à main armée de précepteurs et d'instituteurs à sa guise. Ses édits multipliés sur les prêtres, les moines, les églises, finirent par le rendre ridicule, et lui attirèrent même ce sarcasme amer de la part du Grand Frédéric qui l'appelloit *Bon Frère le Sacristain*.

Frédéric, au contraire, en homme supérieur, quoique né et placé sur le trône d'une nation protestante, sut démêler la solidité des principes moraux des catholiques. Il les protégea, non seulement dans les provinces dont il avoit fait la conquête, mais encore dans ses domaines héréditaires. *Il les aimoit, conserva leurs églises, leurs prêtres ; et ne permit pas qu'on donna la moindre atteinte à leurs usages, à la pompe de leur culte.* Il s'éleva même sous ses auspices à Berlin une superbe église pour les catholiques, qui fit l'admiration de tous les étrangers qui visitoient cette capitale. Pendant que Joseph s'épuisait en mesures tyranniques pour dépouiller et anéantir les corps et les établissemens religieux dans ses états, Frédéric traçoit lui-même ces paroles mémorables à ce sujet dans une de ses lettres. " L'Empereur continue sans in-

" terruption ses sécularisations, chez nous chacun reste com-

" me il est, je respecte les droits des possessions sur lesquels

" la société est fondée." (*) Pour Joseph, il oublioit ces maxi-

mes

* On disoit aussi que la protection que ce prince accordoit aux catholiques de la Silésie qu'il avoit conquise sur l'Autriche, contribueroit à affaiblir son autorité dans cette province, et à donner au cabinet de Vienne le moyen d'intriguer parmi ses habitans pour les faire rentrer sous sa domination. Frédéric, en homme supérieur, se moqua de ces idées rétrécies de politiques François acharnés contre la religion et les établissemens de leur pays ; et la Silésie lui demeura fidèle.

mes fondamentales dont le célèbre Burke faisoit une leçon à son successeur. *Qu'un prince sage doit étudier le génie de son peuple, et ne doit pas le contrarier dans ses mœurs, ni lui enlever ses privilèges, mais doit agir d'après les circonstances où il trouve le gouvernement établi, &c.* Il avoit entièrement perdu de vue que c'est moins par la terreur que par l'amour et la confiance que les hommes se laissent gouverner. (*) Enfin que la perfection absolue en fait de gouvernement est une chimère, que le meilleur est celui qui convient le plus au climat, au caractère, aux mœurs, aux habitudes, aux préjugés mêmes d'une nation. (†)

Toutes ces mesures tyranniques de Joseph portèrent le trouble et l'alarme, la confusion et le découragement, dans le cœur des peuples de la Belgique. En vain ils firent entendre leurs justes réclamations sur la violation de leurs droits et de leurs privilèges. On fut sourd à leurs plaintes, on leur en fit même des crimes. " On travailloit en même temps à corrompre l'opinion publique." Les écrits se multiplièrent sous les yeux du gouvernement et par son influence pour l'égarer, et porter surtout le dernier coup aux principes religieux dont on avoit conspiré la perte : tous tendoient à faire goûter les principes propagés chez leurs voisins François encoré soumis à leur gouvernement, dont Joseph s'étoit déclaré le partisan, sans se douter des suites funestes que ce changement produiroit dans le cœur de ses sujets, comme dans celui des François eux-mêmes. La révolution Française vint donner des leçons trop tardives aux gouvernemens sur leurs véritables intérêts. Il n'étoit alors plus temps de ramener l'opinion publique.

En vain les vrais patriotes Belges attachés à leur gouvernement, effrayés de ces innovations dangereuses, et des conséquences qu'elles pourroient entraîner dans des circonstances difficiles, firent des remontrances à l'empereur Joseph, ainsi qu'à son successeur, aux ministres et aux gouverneurs qu'ils leur adressoient, surtout à mesure que les troubles de la France parvenoient à une crise qui menaçoit le

repos

* Duvoisin.

† Je pourrois citer aussi Montesquieu et tous les autres grands écrivains qui tiennent le même langage.

repos de l'Europe. Ces démarches produisirent quelque répit, il est vrai, mais après beaucoup de tergiversations, l'empereur aveuglé par son goût pour la nouveauté, revint toujours à la charge, jusqu'au moment où le découragement des amis du gouvernement porté à son comble faute de moyens de le soutenir, et en outre parceque leur zèle pour la cause publique leur attiroit la persécution des intrigans qui flattoient le trop crédule empereur, les porta à le laisser poursuivre la périlleuse carrière qu'il avoit entrepris de fournir. Les troubles excités par tant de fausses mesures après plusieurs explosions partielles, éclatèrent complètement en 1787. On vint à bout de les calmer pour quelques instans. Mais le mal avoit pris de trop profondes racines pour se détruire en si peu de tems. La révolution Française vint trop tard éclairer les nations et les rois sur leurs devoirs réciproques à la lueur des incendies des chaumières, comme des palais. Ce dénouement terrible termina les scènes comiques que les gouvernemens et les sectateurs de la nouvelle politique jouoient depuis un demi-siècle aux yeux étonnés de tous ceux qui conservoient quelque respect pour les droits des peuples comme, pour ceux des souverains; qui voyoient évidemment dans la violation réciproque des uns et des autres l'affoiblissement de tous les liens de la société, la destruction totale dont elle étoit menacée. Les François, dans les accès de leur délire révolutionnaire, ne se contentèrent pas d'aspirer à détruire dans le sein de leur empire tout ce qui tenoit aux établissemens anciens: ils avoient résolu d'établir le règne des nouvelles idées qu'ils avoient adoptées en fait de morale et de gouvernement, à main armée chez toutes les nations qui n'étoient pas au niveau des brillantes conceptions de leurs philosophes. Les vrais patriotes Belges qui prévoyoit depuis longtemps l'invasion, avoient offert leurs services pour défendre leur pays. On avoit suggéré au gouvernement de faire des levées dans le pays, et d'encourager l'esprit militaire de ces peuples. La défiance naturelle à tous les gouvernemens persécuteurs avoit fait rejeter toutes ces offres, ces ouvertures, ces conseils, fruits du sentiment intime du devoir, et produits par le dé-

C

vouement

vement le plus sincère. Lors de l'invasion des François, les Pays Bas se trouverent presque sans défense. Les armées tirées des autres états héréditaires, de l'empereur furent incapables de résister au torrent des armées Françaises qui se débordoit de toutes parts. Ils n'avoient pas pour se défendre des motifs assez forts, l'affection des peuples est le plus puissant des secours. Les François finirent, après quelques alternatives de succès et de revers suivis enfin d'un triomphe complet, par engloutir et soumettre ces belles provinces. L'imprévoyance naturelle à tous ceux qui se laissent conduire par la passion des nouveautés en politique, fit tomber cette barrière qui avoit arrêté l'impétuosité Française, et avoit été pendant des siècles le terme des conquêtes de cette nation turbulente. Elle put alors sans opposition tomber comme des nues sur les alliés de la Grande Bretagne, établis sur le continent Européen, et les soumettre tour à tour à ce joug honteux sous lequel ils gémissent maintenant depuis tant d'années; victimes de cette étrange manie qui s'empare quelquefois de ceux qui gouvernent, de détruire tout ce qui existe, sans savoir et connoître exactement la nature des matériaux dont on pourra se servir pour rétablir le nouvel édifice qu'on veut substituer à l'ancien; sans savoir même si les circonstances pourront mettre à même de le remplacer. Tel est le sort des princes qui regardans les peuples comme de vils troupeaux, croient qu'on peut aussi bien changer et détruire tout ce qui tient à l'ordre d'une société civilisée; que les tondre et les pressurer pour satisfaire l'ambition, l'avarice ou l'avidité mercenaire de ceux qui veulent profiter de leurs dépouilles; qui, placés à leur tête pour les conduire ont oublié, les vrais principes, comme le but de tout bon gouvernement, la justice et la félicité des peuples soumis à leurs loix.

Telle est en raccourci la cause réelle des événemens malheureux qui ont amené l'Europe esclave aux pieds du trop illustre tyran qui gouverne la France. Tous les états protestans de l'Europe ont abandonné la cause de la Grande Bretagne et de l'humanité. Les états catholiques qui l'ont soutenue avec plus de zèle, l'Autriche en particulier, défendroient

droient peut-être encore la liberté et l'indépendance du continent accablé sous le poids de la puissance Française, si le trop fameux empereur dont je viens de parler, en travaillant d'avance à détruire dans le cœur des peuples de son empire le sentiment de leur obéissance, sous le prétexte spécieux et trompeur d'étendre les bornes de son autorité, n'en avoit par cela même brisé tous les ressorts.

Ce qu'il y a de plus frappant dans le tableau de l'Europe dans le moment même où j'écris, c'est l'exemple donné par la nation Espagnole, remarquable à peine, et presque entièrement oubliée par tous les écrivains qui ont traité de la statistique de l'Europe depuis près d'un siècle. Elle seule a cultivé dans l'obéissance les vertus et les principes religieux et moraux qu'elle avoit reçus de ses pères. Elle seule ose lever la tête, faire face au tyran de l'Europe, et le repousser sur son territoire. Quelle ame honnête ne souhaite, ne désire, que les Espagnols soient couronnés de succès dans cette lutte glorieuse où ils combattent pour l'honneur et l'indépendance de leur pays? En supposant même que leurs succès ne répondissent pas en entier aux vœux et aux espérances de tous ceux qui s'intéressent à l'honneur et au salut d'un peuple devenu victime de la trahison la plus noire, il seroit grand et noble pour l'Espagne d'avoir seule tenté à repousser des fers que toute l'Europe a reçus presque sans résistance, d'avoir seule bravé les efforts, d'avoir mis en danger la puissance, de celui qui a écrasé presque toutes les nations qui ont voulu soutenir leurs droits violés. Qui sait si cette nouvelle guerre n'est pas le terme que la providence a fixé à ses entreprises injustes? Il est permis de l'espérer.

Que de choses il y auroit à dire sur une révolution qui auroit paru si improbable il y a quelques années? Celui qui auroit annoncé cet événement, auroit passé pour un extravagant; ses prédictions auroient eu le sort de celles de Cassandre chez les Troyens. On ne parloit que de la foiblesse et de l'abrutissement des Espagnols: les François y ont été eux-mêmes les premiers trompés. Les Espagnols ont déployé cependant une énergie, une vigueur inconnue à tous les autres peuples de l'Europe. Ils ont montré un attachement invin-

cible pour leurs rois et pour leurs formes de gouvernement dans un temps d'égoïsme et d'une indifférence universelle, où on a dit avec beaucoup trop de vérité que *pourvu qu'on conservât à un prince de l'empire, ses chevaux, ses chiens, ses maîtresses, et les autres objets de ses plaisirs, la perte de son autorité lui coûteroit à peine quelques regrets*; où les peuples par la même raison ont changé de maître avec autant d'apathie et d'insouciance que leurs maîtres eux-mêmes ont perdu leurs couronnes. Par quelle espèce d'enchantement voit-on la nation entière s'exposer avec tant de courage aux privations les plus cruelles, courir avec tant d'ardeur à la mort, pour soutenir l'autorité d'une dynastie et d'un prince à l'impéritie et à la foiblesse desquels ils doivent tous les maux qu'ils ont déjà soufferts, et qu'ils sont encore exposés à souffrir? Comment se fait-il que cette nation montre également dans les deux mondes un attachement si ardent pour un gouvernement si peu digne de son affection, si on envisageoit les choses sous des rapports de simple convenance ou d'intérêt? * Quand surtout on voit dans ce moment même l'Autriche écrasée ramper aux pieds de ses vainqueurs. Les suites de la politique imprudente de Joseph se font encore sentir aujourd'hui dans ses états. Il n'avoit pas borné aux Provinces Belges l'essai de son système désorganisateur. La raison de cette prodigieuse différence est évidente aux yeux de tout homme qui peut calculer de sang froid la marche et la cause des événemens. Elle se trouve dans le sens de cette proposition dont la vérité est frappante; *que la morale des peuples est la véritable source de leur attachement pour le gouvernement, et le fondement le plus solide de l'autorité.*

Je n'ai pas besoin d'indiquer les rapprochemens nombreux qui se présentent d'eux-mêmes à la suite de ces tableaux. J'aurois pu les multiplier encore de beaucoup: tout homme sensé peut saisir les rapports des vérités que
je

* Cette conduite des Espagnols est d'autant plus étonnante dans leurs colonies, que, comme tout le monde sait, elles sont extrêmement gênées et grévées par leur métropole de monopoles exclusifs les plus durs et les plus insupportables.

je viens de mettre au jour, et appercevoir d'un seul coup le résultat des principes que j'ai établis.

On peut se convaincre d'après cette esquisse dont les traits sont pris dans la nature humaine, combien sont frivoles ces déclamations puériles renouvelées sans cesse par quelques écrivains mercenaires ou passionnés, dans un papier public imprimé dans cette colonie. S'ils ne spéculoient sur un fonds malheureusement trop fertile, celui des passions et des préjugés, on les mépriseroit comme toutes ces assertions enfantées par l'ignorance qui se consomme en efforts impuissans pour débiter des erreurs de charlatans qui n'en imposent à personne; mais le fanatisme, en se dévorant lui-même, blesse souvent les autres. Malheureusement pour ce pays, beaucoup de ceux qui accueillent ces productions, non plus que l'éditeur ou le petit nombre de ses supplots, si toutes fois ils ont jamais réfléchi sur cet objet important, ne connoissent et n'étudient guères les habitans de cette province que de leur cabinet: ils ne les voient qu'à travers des idées empruntées, et ils n'en parlent que d'après les sentimens qu'on leur a inspirés. C'est la pire de toutes les manières de raisonner, de sentir, et de voir. La bonne foi elle-même peut s'y laisser surprendre. Malheur aux hommes qui pourroient se laisser séduire par ces déclamations passionnées! La plûpart de ceux qui décident avec le plus de hardiesse sur ce qui peut intéresser ce pays, ont à peine pénétré dans nos campagnes: ils n'ont jamais vu de nos villes que l'extérieur des maisons du peuple qui les habite: ils ignorent souvent autant nos principes de morale que de notre jurisprudence, nos habitudes, nos usages; puis ils vont tranchant hardiment sur tous ces objets, comme s'ils les avoient discutés, médités, analysés, approfondis avec la dernière exactitude.

Les Canadiens, il est vrai, ne lisent guères ces productions ridicules qui semeroient dans les cœurs la crainte, la défiance, ou le mécontentement. Les lecteurs sont dans l'enceinte des villes et chez les émigrés de la ligne. Tout le mal qu'elles peuvent faire au premier coup d'œil, se borne à leur donner des idées fausses sur le compte des Canadiens en
général

général. Ces productions elles-mêmes ne sont guères connues parmi les Canadiens que par ceux qui en sentent le ridicule et la frivolité, et qui sont à même de remarquer que, parmi beaucoup de ceux qui sembleroient devoir être atteints de la même manie, on rend le plus souvent pleine justice à ceux qui en sont les auteurs, et aux sentimens qu'ils mettent au jour. Malheureusement tout perce à la fin : si on n'écrit guères, on s'entretient assez généralement des choses qui tiennent à l'ordre public. Les bruits qui l'intéressent, se communiquent de proche en proche, et finissent par devenir communs à tous, souvent même avec l'exagération qui accompagne et grossit toujours le cortège de la renommée. On peut juger des suites funestes que peuvent produire des publications dont quelques-unes peuvent à juste titre et sans contredit être appelées anarchiques. On en peut dire autant des dissertations politiques de quelques hommes à grandes vues, qui manifestent des sentimens aussi étranges.

Peut-on croire en effet que l'on doive considérer comme sans reproche ceux qui vont semant sans cesse leurs doctrines désolantes et désorganisatrices dans cette colonie, qui s'arment d'un fanatisme aveugle pour crier *envers tous et contre tous*, qui prêchent avec emphase que la religion catholique ici n'est que tolérée, et qui s'épuisent en distinctions ridicules pour soutenir cette opinion odieuse autant qu'absurde ; qui crient sans cesse contre l'établissement d'une religion sanctionnée par les loix fondamentales et la constitution de ce pays ; qui, pour prix de la fidélité mise à l'épreuve des Canadiens dans des temps critiques, travaillent, ce semble, à faire croire et à insinuer que tous les efforts des citoyens qu'on appelle du nom d'Anglois dans cette colonie, sont dirigés ou doivent avoir pour but la destruction et l'anéantissement de tous leurs droits civils et religieux ; qui, en soutenant les prétentions honteuses dont ils se targuent, semblent donner à entendre que les actes qui leur en assurent la conservation et la jouissance, ne sont que des pièges tendus à la crédulité des bons Canadiens dans le temps où l'on pouvoit craindre leur réunion avec les sujets de

de la Grande Bretagne, révoltés contre la mère patrie ; qu'il faudroit les leur arracher maintenant qu'on peut imaginer que les craintes qui leur ont donné lieu, sont dissipées ; qui rappellent à tous momens ces distinctions odieuses de vainqueurs et de vaincus que les actes du gouvernement ont fait disparoitre, qui devroient être ensevelies dans l'oubli ? Je ne dirai rien maintenant de ce que toutes ces idées ont de ridicule, combien elles sont blâmables sous d'autres rapports ; mais est-ce travailler pour l'honneur du gouvernement Britannique de faire supposer à ses enfans ou à ses agens ; ici ou ailleurs, un système Machiavélique indigne du gouvernement d'une nation quelconque, dont l'idée doit déshonorer l'auteur qui ne rougit pas de le mettre au jour comme étant de son crû ?

A entendre parler quelques-uns de nos démagogues politiques, nos évêques n'ont ici ni autorité ni juridiction : leurs pouvoirs sont nuls : on pourroit presque les punir de les exercer. Ce langage a été quelquefois tenu par des hommes qui se croioient sans doute le sens commun. La religion catholique à laquelle nous devons la conservation de ce pays à la mère patrie, à laquelle nous devons uniquement ce que nous avons d'établissemens vraiment utiles, et même la conservation de ce pays à la Grande Bretagne, ne produit que du mal ; son influence et celle de ses ministres, qui n'a été et ne peut être employée que pour le soutien du gouvernement lui-même, il faudroit l'anéantir à cause du danger prétendu qui en résulte pour son autorité.

Les loix du Canada, dont la clarté est admirable, et dont les étrangers instruits établis en ce pays, ont souvent admiré la beauté, la sagesse, et la majestueuse simplicité, deviennent un fardeau insupportable à ces hommes inconstans et avides de nouveautés ; il faudroit, pour les satisfaire, introduire ici de nouveaux principes, et nous plonger dans le chaos d'une jurisprudence étrangère, qui, utile ailleurs, parce qu'elle est fondée dans le reste du système et des établissemens de la nation, calquée sur ses habitudes, deviendrait pour ce pays une source intarissable de maux, rendroit illusoirs les droits communs à tous, et particuliers, aussi bien que nos titres

titres de propriétés qu'elle plongeroit dans un chaos impénétrable, dans un abîme d'incertitudes, qu'elle finiroit par anéantir.

Remarquons même en passant avec plusieurs grands écrivains que le système de jurisprudence civile qu'on voudroit introduire ici, et substituer au nôtre, quelqu'avantageux qu'il puisse être ailleurs où il tient à l'ensemble de l'édifice, et dont par cela même la conservation est indispensable, sauf les modifications dont on sent la nécessité, a, suivant le sentiment de ceux qui l'ont médité, analysé, discuté, de ceux-mêmes qui en ont fait l'éloge, des défauts très marqués. S'il n'a pas été porté au point de perfection où sont rendus nos propres loix civiles, pendant que les formes du code criminel surtout se perfectionnoient, ce malheur est dû à des circonstances politiques qui exigeoient impérieusement l'amélioration de ce dernier, tandis que l'autre languissoit par la raison contraire. Quelqu'en soient les causes qu'il seroit trop long de discuter ici, de grands hommes ont fait entendre leurs plaintes à ce sujet. En Angleterre même les plus grands jurisconsultes ont senti et voient la nécessité, pour se diriger dans l'étude de leur propre jurisprudence, de s'attacher et de se former à l'étude des principes de nos loix civiles, dont la connoissance est devenue si sûre et si facile à acquérir par le nombre d'excellens ouvrages que nous avons sur cette matière, où elles sont traitées et rangées dans l'ordre le plus clair et le plus méthodique.

Pour revenir à l'éducation, on parle beaucoup des dangers de la conservation de la langue Française et d'une éducation donnée en cette langue par rapport à la tranquillité de ce pays et à sa soumission au gouvernement. Il est bon de remarquer que cet inconvénient est nul, lorsqu'on considère les choses avec un peu d'attention, ainsi que je l'ai déjà prouvé. Je le démontrerai encore d'une manière plus évidente dans l'instant; je ferai voir même de manière à ne laisser aucun doute, que la conservation de cette langue en ce pays, est même, politiquement parlant, avantageuse aux intérêts Britanniques; mais mettant cette considération à part pour un instant, en supposant même qu'il en résultât quelque inconvénient

quelqu'inconvénient, la conservation et l'étude d'une langue dans laquelle nos Loix Civiles, nos titres de propriétés, sont écrits, seroit indispensable. D'ailleurs, nous avons dans les Isles situées sur la côte de Normandie un exemple qui prouve assez évidemment qu'on n'est ni moins fidèle ni moins *loyal* pour ne pas parler Anglois, que les autres sujets Britanniques qui ne savent pas d'autre langue. Je ne vois pas non plus que la conservation des vieilles chartes Normandes de ces peuples donne beaucoup de sujet de crainte au gouvernement Britannique depuis plusieurs siècles, quoiqu'elles ne soient qu'à quelques lieues de la France. Ce n'est pas non plus dans le fond la crainte puérile des dangers de l'étude de la langue dans laquelle on donne l'éducation en ce pays, qui trouble beaucoup le repos et la tranquillité de nos politiques. L'étude raisonnée des langues Francoise et Latine qu'on fait dans nos collèges, nous conduit dans le fait plus facilement et plus directement à celle de la langue Angloise elle-même, et en rend la connoissance beaucoup plus aisée à acquérir; la meilleure preuve qu'on en puisse donner, c'est que la plupart de ceux qui y ont étudié sont en général ceux qui l'apprennent avec le plus de facilité. Plusieurs la parlent. Parmi les membres du clergé catholique, il en est même plusieurs qui l'entendent, la lisent, et l'écrivent. Ils ne peuvent la parler avec aisance : la raison est qu'elle ne peut leur être que d'une utilité médiocre dans les fonctions du ministère, mais il est aisé de se convaincre que l'étude des deux langues qu'on cultive principalement dans nos collèges, nous mène par un chemin plus facile à cette connoissance de la langue Angloise, qu'on affecte de désigner ici comme le terme de tant d'efforts pour persuader une bétise à ceux qui voudroient se laisser tenter de travailler à l'autoriser. Après tout, qu'importe à des hommes qui se laissent conduire par leur imagination, qui prennent leurs passions pour guides, par quels moyens ils parviendront au dénouement principal qui fait l'objet de leurs desirs? N'entend-on pas tous les jours vomir contre les Canadiens en général, contre leurs principes et leurs établissemens des calomnies atroces? Le moyen

D

de

de les abrutir, ce seroit de les plonger dans l'ignorance. Le moyen proposé par Scévola, écho de quelques autres, seroit assurément le plus sûr et le plus efficace, quoiqu'indirect pour y parvenir. Alors les injures les plus grossières, les reproches les plus graves, seroient lancés à juste titre contre le peuple de ce pays. Nos politiques auroient un beau champ à parcourir. Quels beaux édifices ils élèveroient alors sur la ruine des sciences et des mœurs! Les Canadiens sans doute rendus à ce degré d'abrutissement, ne vaudroient pas mieux que des ilotes. Qu'importeroit leur sort? Certains individus aiment à se repaître d'avance de ces sentimens qu'heureusement un roi, le pasteur de ses peuples, une nation généreuse, et un gouvernement éclairé, n'ont jamais partagés avec eux. Il faut bien au moins peindre le peuple de ce pays comme il faudroit qu'il fût pour autoriser et justifier aux yeux de ceux à qui on voudroit les faire goûter, ces idées, ces projets, qui n'aboutiroient à rien moins qu'à bouleverser ce pays, si on venoit à l'exécution. Il faudroit, suivant ces penseurs, substituer à la population de ce pays une population nouvelle, digne de l'habiter, et d'en tirer parti. N'entends-je pas bourdonner sans cesse à mes oreilles qu'on ne sauroit trop favoriser en cette province l'établissement des Américains unis, enfans ingrats, sujets rebelles, pour remplacer les Canadiens soumis et dociles? Il est vrai qu'on se garde bien de mettre la comparaison dans son vrai jour; cela ne s'accorderoit pas avec les règles de la politique de nos feseurs de projets. N'ajoute-t-on pas aussi qu'un des plus grands obstacles à leur entrée ici, ce sont des loix et des établissemens dont ils n'ont aucune idée, et auxquels ils ne peuvent se former qu'avec difficulté? Il vaudroit mieux sans doute modéler tous nos établissemens sur ceux de leur pays. N'a-t-on pas déjà mis en question l'existence des loix du pays dans la partie de la province où ils sont en plus grand nombre? Combien de gens demandent gravement si on peut réellement acquérir une hypothèque sur les biens qui y sont situés? si les décrets qu'on fait des terres dans les *townships*, sont dans l'ordre légal? J'ai vu beaucoup de bonnes âmes
mettre

mettre ces questions au rang des problèmes, d'autres les résoudre tout crûment par une négative. Il est vrai que dans le système de ceux qui craignent de ne pas voir accourir en foule les Américains unis en ce pays, un moyen aussi facile de forcer la mauvaise foi dans ses derniers retranchemens, doit paroître bien allarmant à des hommes qui s'accommoderoient assez de n'être soumis à aucune loi quelconque, et de vivre dans une indépendance absolue, jusqu'au moment où ils pourroient tout engloutir. C'est un sentiment que leur inspire tout naturellement l'éducation civile et politique qu'ils reçoivent, le gouvernement sous lequel ils naissent et vivent, et surtout le défaut de principes moraux. Qu'on me passe cette expression qui coule de source. Dieu me garde d'insulter ici à des hommes de mérite établis parmi nous, qui donnent l'exemple de la soumission aux loix, comme de la sagesse dans la conduite. Quelques-uns d'entr'eux ont fui la persécution de l'anarchie contre les bonnes mœurs et l'attachement aux bons principes, ce n'est pas à eux que ces réflexions s'adressent. Mais qu'on dise si en général ce sont les Américains émigrés ici, qui donnent le plus d'exemples de vertus et de morale dans cette colonie? En supposant même que le peuple Américain dans ses foyers fût orné de toutes les vertus, en peut-on dire autant de tous ceux qui viennent s'établir parmi nous? Peut-on les comparer sous ce rapport aux honnêtes habitans de cette province? A qui ceux qui ont la plus petite expérience sur cet objet, voudroient-ils donner la préférence, s'ils étoient obligés de faire un choix?

En supposant sincères les motifs de ceux qui prêchent le changement impraticable, autant qu'il seroit injuste et impolitique, de tout ce qui tient à nos établissemens, le terme assuré où aboutiroient de pareilles mesures, seroit infailliblement la transformation du Canada en une province Américaine. Or je demanderai à tout homme de sang froid si cet événement seroit à désirer pour ce pays comme pour la Grande Bretagne?

D'abord, quelle est donc la nécessité d'appeller à grands

ris une population nouvelle qui finira tôt ou tard par s'armer contre ceux qui l'auront accueillie, et contre ceux qui s'imaginent avoir besoin de l'appeller à leurs secours? Dans un temps d'une ignorance ténébreuse, les peuples du nord de l'Allemagne furent appelés en Angleterre : on sait ce que leur établissement y produisit : des siècles de guerre, de divisions, d'injustice, de tyrannie, et d'esclavage. Partout où une caste tendra à s'élever sur les ruines d'une autre, on verra tous les maux sortir de la lutte qui en sera la suite, comme de la boîte de Pandore.

Qui d'ailleurs ne voit évidemment, pour parler des Américains comme nation, sans prétendre faire aucune réflexion sur eux comme individus, qu'ils ne sont attachés à la Grande Bretagne par aucun lien? Les événemens anciens l'ont prouvé d'une manière formelle : ce qui se passe maintenant sous nos yeux, ne démontre-t-il pas qu'ils n'ont pas changé de sentimens plus que de conduite? Les circonstances qui les rendroient nos amis un jour, pourroient en faire demain des ennemis qui tourneroient contre nous les armes que nous leur aurions mises entre les mains. Qui ignore que l'impuissance seule où ils sont de déclarer la guerre à la Grande Bretagne, les a engagés à rester neutres dans cette grande querelle qui divise les deux grandes puissances de l'Europe, et les a empêchés de tremper de nouveau leurs mains dans le sang de leurs frères? L'intérêt seul qui les a retenus jusqu'à ce moment, jusqu'à un certain point dans la dépendance de la Grande Bretagne, peut changer à toute heure, et produire de même un changement de mesures qui peut les armer subitement contre nous.

Peut-on supposer qu'en entrant dans notre pays, ils se dépouilleront de tous les préjugés, de toutes les habitudes, des sentimens qui les unissent à un autre peuple? Et qu'on ne dise pas que l'on peut employer le même raisonnement contre les Canadiens eux-mêmes. Nous sommes relégués dans un coin isolé du monde. Sans parler d'une infinité d'autres circonstances dont le détail nous meneroit trop loin dans ce moment, nous sommes par notre position géographique destinés à former un peuple entièrement différent
des

des François et de nos voisins mêmes. La nature de notre sol, la différence prodigieuse de nos besoins et de notre agriculture, doivent nécessairement mettre entre nos mœurs et celles des autres peuples une différence marquée. Cela est si vrai, que, dans le temps même que les François possédoient ce pays qu'ils avoient établi, on voyoit déjà dans le caractère des Canadiens des nuances très sensibles, des teintes très fortes, qui les distinguoient de leurs ancêtres. Quelques années avant la conquête, lorsqu'il entra un plus grand nombre de François à la fois dans le pays, ils formoient déjà deux peuples, et se considéroient réciproquement comme tels. Ces marques de distinction se sont déjà tellement multipliées, que les François et les Canadiens, quoique leur séparation ne date que d'un demi-siècle, pourroient à peine, la ressemblance du langage exceptée, être reconnus pour avoir la même origine. Cette remarque a déjà été faite avant moi par tous ceux qui ont pris la peine d'examiner les choses, et de faire quelques observations à ce sujet sur les lieux. Cet effet est la suite de causes très sensibles, et découle de la nature des choses. Notre éloignement seul, la différence du climat et de la position que nous habitons, ainsi que de nos productions, des habitudes qui en résultent, l'opéreroit. Il y a en outre une infinité de causes secondaires, peut-être plus puissantes encore, qui doivent nécessairement contribuer à le produire, et renverser d'un seul coup et de fond en comble l'édifice de toutes ces belles théories de quelques-uns de nos spéculateurs qui ont vu la nature humaine de leurs cabinets, étudié les hommes et les choses dans leurs livres de compte.

Pour les Américains unis, les mœurs et les idées qu'ils ont adoptées, les sentimens qu'ils ont sur le gouvernement et la politique, sont alimentés, nourris, réchauffés sans cesse, par le commerce et les liaisons journalières qu'il s'ont et qu'ils auront nécessairement toujours avec ceux chez qui ils les ont puisés. Toutes les causes qui doivent produire entre les François et nous une différence si marquée, établissent entre ceux qui viennent s'établir parmi nous, et ceux qu'ils ont laissés derrière

derrière eux des rapports intimes resserrés encore et mis en œuvre par la nature d'un gouvernement qui augmente au delà des justes bornes l'activité naturelle et l'esprit d'indépendance politique et individuelle de tous les membres qui le composent. Je pourrais citer une foule de raisons et de traits à l'appui de ce que j'avance. Je pourrais indiquer quelques personnes qui ont tenu dans les deux provinces un rang distingué, qui pourroient attester la vérité de ces observations, si elle n'étoit pas frappante, et reconnoîtront dans les miennes celles qu'elles ont faites elles-mêmes sur les lieux. Elles pourront dire si j'ai outré la vérité dans ce tableau. Je n'emprunterai qu'un seul coup de pinceau, il est d'un Américain lui-même établi dans cette colonie. Lors des dernières apparences d'une rupture ouverte entre les Etats Unis et la Grande Bretagne, on lui demandoit si ses compatriotes établis près de la ligne, étoient bien attachés au gouvernement; quel fond on pourroit faire sur eux en cas de guerre et d'invasion, s'ils seroient enfin disposés à s'armer en sa faveur. *" Je les crois amis du gouvernement, dit-il, mais pour le soutenir et le défendre, il leur faudroit égorger leurs frères."* Ce mot est profond. Que tout homme sensé tire lui-même la conclusion. Je l'ai déjà dit, je ne prétends blesser aucun particulier. A Dieu ne plaise que mes réflexions pussent être supposées avoir trait à des individus dont j'honore les vertus publiques et privées ! J'aime à reconnoître le mérite partout où je le rencontre. Je me fais gloire de donner à la vertu le tribut d'éloges qui lui est dû chez tous ceux qui la pratiquent, de quelque nation, de quelque secte qu'ils soient. Je parle d'une nation comme corps politique. Je me dois à la vérité, je la dois elle-même à la Grande Bretagne, à mon pays : je me croirois coupable, et manquer à un devoir sacré, quelque dure qu'elle puisse être, de la taire ou de la dissimuler.

Ne seroit-il pas plus avantageux de travailler à tirer tout le parti dont on est capable d'un établissement tout fait, dont l'utilité est prouvée, que de songer à le renverser et à le détruire, pour en former un nouveau sur ses débris, composé de parties hétérogènes, et sur un plan opposé, dont

le succès doit paroître au moins douteux à ceux qui le préconnoissent avec le plus d'ardeur ? Si on en croit ceux-ci, c'est pour fortifier l'ancien édifice qu'ils en veulent retrancher les pièces qui lient les parties principales, pour leur en substituer d'autres. Erreur absurde. *Tout se tient dans le système politique* : ôtez une pièce qui souvent ne paroît aux yeux de l'observateur superficiel qu'un horsd'œuvre ou un ornement superflu, vous en dérangez souvent, par cela même toute l'économie. C'est la clef d'une voute ; la petitesse de ses dimensions vous la fait mépriser, vous l'enlevez, l'édifice s'écroule, et écrase sous ses ruines l'imprudent architecte.—Non, ce n'est point sur des ruines que l'on peut espérer d'élever des fabriques solides et durables. L'expérience de tous les siècles prouve que ces altérations, ces changemens imprudens, entraînent presque toujours la dissolution des corps politiques ; que, dans la supposition même la plus favorable, il faut le sacrifice de plusieurs générations à la suite les unes des autres pour rétablir l'équilibre une fois détruit. Encore n'y peut-on parvenir le plus souvent qu'en revenant au point d'où l'on étoit parti. Oh ! le brillant projet. Dans quel temps encore vient-on crier contre les prétendus défauts de notre établissement, et entonner l'hymne de la destruction, quand, au lieu de diviser et affaiblir nos forces, nous devrions travailler au contraire à les réunir ; quand le besoin nous presse de remonter tous les ressorts que notre imprévoyance a laissé affaiblir, quand nous avons besoin de mettre en œuvre toutes nos ressources pour réparer le vuide et les brèches que nous avons imprudemment laissé ouvrir ; semblables en cela à ces Grecs imprudens et dégénérés du moyen âge, qui depuis le prince jusqu'au dernier des sujets, au lieu de se réunir pour défendre leurs foyers, s'occupoient de disputes de théologie et de grammaire, pendant que l'ennemi étoit aux portes de Constantinople, et en abattoit les murailles.

Il ne faut pas un grand fond de réflexions pour voir que c'est une folie ridicule de frapper de stérilité un fond riche pour courir après des espérances incertaines, fondées sur un avenir trompeur, et sur des données qui, supposé qu'elles fussent

fussent même très probables, peuvent manquer dans l'exécution par une foule de circonstances incalculables. C'est encore en admettant que tout concourut à assurer des succès complets, tandis que, par rapport aux vœux et aux projets que je combats, c'est tout le contraire.

Mettant encore ces considérations à part, et sans parler de la justice qui l'exige impérieusement, n'est-il pas dans les règles d'une saine politique, au lieu de faire des efforts pour semer la division et l'inquiétude parmi les habitants de ce pays, de travailler au contraire de toutes ses forces à conserver et consolider en ce pays déjà isolé par la nature, une population homogène, qui, sous un ciel de fer, un climat dur, est susceptible d'acquérir une grande vigueur, sans pouvoir s'étendre, ni s'affaiblir, et se répandre au dehors; dont les forces concentrées et réunies pourront toujours fournir un secours assuré sans donner rien à craindre. L'expérience prouve déjà assez que la métropole n'a besoin que de quelques soins légers pour conduire cette colonie. Il suffit de laisser, pour ainsi dire, aller les choses elles-mêmes. Pour me servir de l'expression d'un grand politique : *elles vont ici aujourd'hui, parcequ'elles alloient hier.* Ce pays en outre par sa position avantageuse ouvre l'entrée des Etats Unis par le côté foible, par le seul côté réellement vulnérable de leur empire. Sa possession, dans l'état où elle est, ménage un poste assuré à la Grande Bretagne et un établissement permanent, au lieu d'une alliance foible et précaire avec des peuples dont l'intérêt est l'unique mobile, alliance dont les foibles nœuds peuvent à tout moment se dissoudre et se rompre sans espérance de les renouer jamais avec quelque sécurité.

Les personnes éclairées parmi les Américains sentent bien ces importantes vérités. Ce pays séparé d'eux par une barrière presque insurmontable, celle des mœurs, du langage et des loix leur donne sans cesse de l'ombrage;* aussi de quelque peu d'importance que la possession du Canada paroisse pour eux au premier coup d'œil, ils reportent sans cesse leur

*On peut voir ce que disoit à ce sujet-là même, le célèbre Randolph dans le Congrès.

leur attention vers cet objet de leurs craintes. Croit-on qu'ils ne sentent pas l'avantage qu'ils peuvent retirer un jour des faveurs qu'on accorde à leurs compatriotes, et de l'empressement qu'on manifeste à les accueillir ici? Peut-on s'imaginer qu'ils ne contribuent pas toujours à nourrir et entretenir cette illusion? Plus clairvoyans que nous, ils voient que notre pays est la clef du leur sous beaucoup de rapports, et que cette possession dans son état actuel peut jusqu'à un certain point tenir leur pays en échec. Ses moyens et ses ressources plus concentrés, unis au même foyer, leur donneroient encore plus d'ombrage. Ils peuvent de bon cœur rire de nos erreurs. Suivons l'impulsion qu'ils nous donnent, et ils tireront parti de nos fautes, aussitôt qu'il se présentera quelque occasion favorable d'en profiter. Il suffira d'un *rescrit de l'empereur de l'Amérique du Nord, émané du Capitole*, pour mettre aux fers les sujets Britanniques, ou les chasser de la dernière de leurs possessions sur ce continent.

Les Américains unis furent eux-mêmes fidèles à la mère patrie tant que le Canada appartient à une grande puissance de l'Europe, dont ils redoutoient le voisinage. Les troubles de la révolution Américaine commencèrent à éclater presque aussitôt après que la conquête de ce pays fut assurée à la Grande Bretagne. Sans cet événement qui fit cesser les craintes qui les tenoient dans la dépendance, ils seroient peut-être encore sujets de leur métropole, et le bouleversement qui a changé la face de l'Europe, et menacé de changer celle du monde, seroit peut-être encore à naître.

Le duc de Choiseuil, à qui on doit en partie la paix de 1763, qui fut lui-même dupe sous d'autres rapports de ceux qui jouoient en France un rôle à peu près semblable à celui de nos intriguans de ce pays, et préparoient les événemens funestes qui se sont passés de nos jours; mais à qui l'on ne peut d'ailleurs refuser beaucoup de sagacité et de talens pour la politique, avoit, lui-même, bien prévu cet événement qui devoit paroître si improbable alors. J'ai souvent entendu dire qu'il avoit témoigné sa surprise de la

E

constance

constance opiniâtre avec laquelle le gouvernement Britannique avoit concouru à remplir le vœu de ses colonies du continent Américain pour faire la conquête du Canada. Il ne la regardoit que comme une amorce offerte à la politique du cabinet Britannique, et on prétend que, lors de la cession de ce pays, il dit ouvertement que cette nouvelle acquisition feroit par contrecoup perdre au peuple Anglois ses colonies voisines, et qu'il étoit surpris qu'on se fût laissé prendre à ce piège trompeur.

Je ne puis garantir la vérité de cette anecdote qu'on m'a souvent racontée. Qu'elle soit vraie ou fausse, il y a dans ce récit beaucoup de vraisemblance. Les événemens qui suivirent la conquête, prouvent au moins la profondeur de cette observation, quand elle n'auroit été faite qu'après coup. Les intrigues que le gouvernement François fit jouer dans les colonies Angloises, ou celles dont il tira parti presque aussitôt après la conclusion de la paix, dont le développement se développa tout entier quelques années après, prouvent assez que les politiques de cette nation surent mettre à profit ces dispositions, quand ils ne les auroient pas prévues d'avance.

D'ailleurs, la conduite du gouvernement François dans cette colonie prouve assez qu'il mettoit guères d'importance à sa conservation. Il n'en avoit jamais connu le prix ni les ressources, on n'en connoît même guères encore la valeur. Nous avons été négligés avant la conquête, nous l'avons été malheureusement beaucoup depuis. Un jour viendra, sans doute, et il n'est peut-être pas bien éloigné, où l'administration s'élevant encore davantage au dessus de ces intrigues basses de quelques individus, dont l'orgueil et la bouffissure, le ton tranchant et décisif, font à peu près le principal et peut-être l'unique mérite, et saisissant les rênes d'une main ferme et vigoureuse, mettra, par sa sage conduite, les Canadiens à même de jouer leur véritable rôle et de mettre dans la balance le contingent d'utilité dont ils sont capables envers la métropole.

Quant à la France, la possession du Canada n'étoit guères pour elle qu'un moyen de harceler les colonies Angloises,
de

de troubler leur établissement et leur commerce avec la métropole. De-là ces guerres ruineuses pour ce pays avec nos voisins, entreprises sans moyens, sans ressources, sans plans, sans prévoyance, dont le prétexte vrai ou faux étoit souvent une ligne de démarcation purement idéale la destruction ou la conservation de quelques misérables huttes situées à plusieurs centaines de lieues dans des déserts ou dans des forêts presque impénétrables : de-là le despotisme odieux qui s'introduisit en Canada quelques années avant la conquête, et qui alla toujours en croissant jusqu'à la prise du pays : de-là aussi l'indifférence du gouvernement pour l'encouragement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce : de-là enfin les abus grossiers qui se commirent par ses employés et ses agens de toute espèce, sous ce rapport et beaucoup d'autres, pendant les dernières années qui précéderent la conquête. Le gouvernement devenu purement militaire, comptoit pour rien les droits et la propriété, non plus que la vie des individus qu'il sacrifioit sans ménagement, dans une lutte où les Canadiens furent sur le point de périr de faim et de misère par l'imprévoyance de ceux qui les conduisoient si inutilement à la mort. Ils arrosoient de leur sang une terre qui déjà manquoit de bras pour les nourrir. Devenus le jouet de la tyrannie militaire et d'une rapacité qui étonna le ministère François lui même, lorsque ce mystère d'iniquité se développa aux yeux de la nation indignée, ils ne purent, malgré l'attachement qu'ils avoient eu pour leur Mère patrie devenue leur marâtre, malgré le zèle ardent et presque indomptable avec lequel ils avoient disputé le terrain pied à pied, s'empêcher de voir dans la conquête un bienfait du ciel. Les maux presque intolérables qu'ils avoient soufferts, les injustices sans nombre dont ils avoient été les victimes pendant les dernières années qui la précéderent, contribuèrent beaucoup plus que les soins de l'administration qui fut depuis si longtemps négligée, à rendre doux et léger un changement qui sans cela leur auroit paru insupportable. La révolution complète que la France a éprouvée depuis dans tous ses établissemens civils et religieux, les maux qu'elle a soufferts sur

son propre sol et dans ses colonies, en dépit du rôle brillant qu'elle a joué au dehors, n'ont fait qu'ajouter à ce sentiment.

Quelques-uns des habitans de ce pays, égarés d'abord par les fausses lueurs d'une prospérité trompeuse, éblouis par les charmes de cette théorie enchanteresse de la perfectibilité de l'espèce humaine, qui avoit séduit tant d'hommes de mérite sur le théâtre où se firent depuis ses terribles expériences, purent croire d'abord que le peuple François alloit réellement se régénérer, comme on l'annonçoit avec tant d'assurance, que l'administration de ce pays, si long-temps négligée, alloit prendre une nouvelle face. L'obscurité qui a succédé à ces premiers rayons de lumière, a dissipé le prestige. La tranquillité dont nous avons joui sans interruption, comparée à l'anarchie et aux horreurs de la guerre, qui ont fait tant de ravages chez toutes les nations qui ont accueilli les principes François, a achevé de détromper les moins clairvoyans. L'établissement d'une constitution libre en ce pays a fait naître des sentimens de reconnaissance plus vifs encore. Ce bienfait fut accordé dans un temps où il pouvoit nourrir des dissensions funestes, cependant les Canadiens en ont fait usage, malgré les mécontentemens passagers, occasionnés de temps en temps par de fausses mesures, pour cimenter leur union avec la Grande Bretagne. Ils ont déjà donné des preuves qu'ils savent apprécier les avantages de leur situation. Il ne faut qu'une main habile, une conduite sage, ferme et juste, pour tirer parti de ces heureuses dispositions.

D'ailleurs, si l'établissement du Canada étoit à naître, ne pourroit, peut-être, élever encore des doutes sur la vérité de la doctrine que je soutiens dans cet écrit, sur la sagesse des maximes politiques que j'établis; mais il est déjà formé, il est même complet dans toutes ses principales parties. Il ne s'agit que de le soutenir. S'il pêche par quelque endroit, il suffit de le réparer. Cette conduite déplairoit, sans doute, à ceux qui ne visent qu'à détruire. Doit-on prendre pour règle les caprices de leur imagination déréglée? Il s'y est glissé des abus, le goût de la nouveauté les a multipliés.

C'est

C'est le sort de tous les établissemens humains. Il y a des maux, il faut des remèdes. Ceux que les politiques mal adroits, dont je combats les opinions veulent nous prescrire, produiroient le même effet que celui dont les filles de Jason firent usage pour procurer à leur père une nouvelle jeunesse, et lui rendre son ancienne vigueur. Séduites par les conseils perfides de Médée, ils le mirent en pièces, et lui donnèrent la mort.

Mais disent les fauteurs de ces admirables conceptions, il est vrai les Canadiens sont sans reproche, on n'en peut disconvenir; mais ils peuvent à tout moment changer de conduite: aujourd'hui amis du gouvernement auteur de leur bonheur, ils peuvent demain ils doivent changer de dispositions et s'unir à nos ennemis: ils s'attacheront de plus en plus à nous par une ressemblance parfaite de mœurs, de loix, de langage et de religion: ils ne donneront plus d'ombrage.

J'ai déjà répondu ce semble, victorieusement à cet argument: je veux bien, en y revenant de nouveau, passer légèrement sur ce que peuvent avoir d'odieux des motifs et des prétextes dont on peut se servir pour autoriser les injustices les plus criantes, dignes d'un Séjan, ministre de l'infâme Tibère, et la raison de tous les tyrans. Un juge ignorant, et sanguinaire, opinait toujours dans le même sens pour la mort contre les accusés poursuivis à son tribunal, que leur crime fût évidemment prouvé ou non; contre les jeunes, parcequ'ils commettraient sans doute bien d'autres crimes, si on les laissoit vivre; contre ceux qui étoient plus âgés, parcequ'ils en avoient sans doute commis beaucoup d'autres. Le féroce Collot d'Herbois, siégeant sur le tribunal révolutionnaire, envoyoit aussi à l'échaffaud les victimes de sa rage phrénétique, quand il n'avoit pas de preuves pour les convaincre de conspiration, parcequ'ils avoient dû conspirer. Mais pour répondre plus directement à cette raison, l'unique dont on puisse se servir contre nous, quelque foible qu'elle soit, je dirai d'abord que ces prétendus liens dont on veut se servir pour resserrer notre affection envers la Grande Bretagne, serviront de glorie, pour trancher le nœud qui

nous unit à elle. Il formera un point de réunion de plus avec nos voisins, surtout avec ceux des basses classes, qui sont plus immoraux par comparaison avec ceux du même rang en ce pays, dont les mœurs sont infiniment meilleures. C'est un moyen pour communiquer aux Canadiens cet esprit de vertige et d'indépendance dans lequel les Américains sont nourris et élevés dès leur plus tendre enfance. Ce sentiment tient aux passions, c'est celui vers lequel la nature humaine penche le plus aisément, c'est celui aussi que les hommes sont toujours disposés à accueillir dans un changement de mœurs. L'expérience de toutes les révolutions que les nations ont éprouvées, prouve invinciblement la vérité de cette proposition dont on pourroit faire un axiome politique et moral. L'expérience de notre propre pays le démontre d'une manière trop évidente pour laisser aucun doute sur cette importante vérité.

Faudroit-il donc au reste traiter les Canadiens en ennemis et comme des sujets sans cesse disposés à la révolte, les punir maintenant de leur fidélité passée, parcequ'il est dans l'ordre des choses possibles qu'ils pussent devenir infidèles ? Qu'eût-on pu faire de plus, s'ils eussent été coupables ? Les Canadiens ont bien usé des faveurs qu'ils ont reçues aussi bien que de leurs droits, il faudroit, à entendre déclamer certains politiques, les en dépouiller parce qu'ils en pourroient abuser un jour. Que resteroit-il à faire s'ils en eussent réellement abusé ?

Pour parvenir à ce but tant désiré, nos raisonneurs ne voient de moyen plus facile, de chemin plus court et plus assuré, que d'inonder la province d'Américains unis. Il est inutile, en revenant sur cette matière de s'étendre sur les maux individuels, ni même sur les maux publics qu'il fera pleuvoir sur cette province, sans avoir égard à sa situation comme colonie en rapport avec sa métropole : je n'ajouterai qu'un mot sur les conséquences politiques qu'il entraîneroit par rapport à nos relations avec la Grande Bretagne. On crie sans cesse contre les François. C'est le mot de ralliement. A entendre parler ces importants, nous avons tout à craindre d'eux, de leurs intrigues, de leurs forces

forces, de leurs principes, et de je ne sais encore quels pièges, quelles embuscades inconnues. Qui croiroit que des hommes sensés pussent vous présenter un phantôme créé par une imagination ardente, contre lequel il vous crient sans cesse de vous tenir en garde, et qu'il faille sans cesse travailler à combattre? Ce n'est pas que je croie que de sages précautions soient inutiles. La prudence exige naturellement de veiller sur tous les objets qui peuvent intéresser l'ordre, et la tranquillité publique, mais ces politiques qui n'ont uniquement que cet objet en vue, ne ressemblent-ils pas à ces jardiniers mal adroits qui prendroient le plus grand soin d'entretenir les branches et les feuilles, pendant que l'arbre pourroit dans le cœur et aux racines.— Je l'ai déjà dit, nos mœurs ne sont plus celles des anciens François: elles sont encore plus éloignées de celles des François modernes. Ceux-ci, par la nature de leur gouvernement, ne peuvent espérer de devenir jamais une nation commerçante. La Grande Bretagne peut seule tirer de ce pays un parti qui nous soit réciproquement avantageux. Les François ne sont jamais, par celà même, en état d'avoir une marine assez puissante pour faire ou conserver des conquêtes éloignées, surtout celle d'un pays isolé comme le nôtre: fermez leur l'entrée, vous n'avez rien à craindre au dedans. La possession de cette colonie ne peut être vraiment enviée et réellement avantageuse qu'à une nation dont l'industrie et le commerce sont portés au plus haut degré, telle qu'est la Grande Bretagne. L'état de la France, avant comme depuis la conquête, prouve assez ce que j'avance. Notre propre expérience nous le démontre. La France l'a si bien senti, qu'elle n'a jamais fait aucune démarche sérieuse pour en obtenir la possession. D'ailleurs, elle ne pourroit nous régir maintenant sur le même pied qu'elle gouverne ses autres colonies. Cette manière de les conduire, ne pourroit point convenir à ce pays. Quel parti pourrions-nous nous-même tirer de notre union à un peuple, dont le commerce extérieur et l'industrie, ont reçu, par les derniers évènements un échec dont il ne se relèvera peut-être jamais? Disons en outre que nous n'avons pas lieu de

craindre sa puissance, quand bien même elle aspireroit à cette conquête. Nous sommes séparés des François par douze cents lieues de mer. Il n'y a point de levier qui puisse abattre cette barrière, ils ne peuvent combler l'abyme que la nature a mise entre leur pays et le nôtre. Ils ont pu franchir les Alpes et passer le Rhin, écraser par le nombre, autant que par la supériorité de leur tactique militaire, les armées des puissances combinées; nous pouvons plaindre les maux des nations qui succombent, et nous reposer tranquillement sur notre propre sort : l'Océan nous met à l'abri de ces funestes coups. Quant aux Américains, le seul moyen qui nous reste pour nous garantir de la contagion de leurs principes, c'est celui-là même qu'on voudroit nous arracher. Ils sont déjà à nos portes, *ils partagent nos foyers, ils inondent une partie de la province, sans l'obstacle des mœurs, de la religion, des loix, et du langage, qui les séparent de nous, il n'y auroit rien de surprenant, rien que de naturel, s'il leur prenoit quelque jour, comme on l'observa l'année dernière dans un papier public, la même fantaisie qu'au hérisson de la fable, à qui la couleuvre avoit donné l'hospitalité dans son azile. Il voulut rester seul, elle se trouva obligée d'aller chercher gîte ailleurs.*

D'après ces données on peut juger de la sagesse des principes des ennemis du système du gouvernement suivi en partie en ce pays jusqu'à présent, qu'on a cependant essayé d'entamer à plusieurs reprises, que quelques individus sans mission voudroient maintenant anéantir. Il auroit fallu, pour les satisfaire autrefois, violer ce droit des gens, qui fait que la victoire laisse aux peuples vaincus, outre la vie, ces grandes choses, la liberté, les loix, les biens, et toujours la religion, lorsqu'en ne s'avougle pas soi-même.* Il faudroit maintenant faire disparaître les actes qui sanctionnent la conservation de ces précieux avantages. Le prétexte sincère ou simulé, c'est le danger de la renaissance des affections des habitans de ce pays pour leurs ancêtres, le désir même passager qu'ils auroient pu avoir de se réunir à eux. Voilà un de ces traits, une de ces raisons politiques, si souvent reprochés à un gouvernement

contre

* Montesquieu.

contre lequel la Grande Bretagne combat dans ce moment de toutes ses forces avec un peuple armé pour défendre ses droits violés, repousser des fers et le joug honteux que Bonaparte veut lui imposer, pour prix de la fidélité avec laquelle il a soutenu les intérêts de la France. Le cabinet François ne rougit pas maintenant d'en appeler aussi, pour se justifier, aux intentions qu'il suppose dans celui de Madrid de se réunir aux autres puissances continentales armées pour repousser les François de leur territoire envahi. Les tyrans punissent ceux qu'ils veulent écraser des fautes qu'ils ont commises, et de celles qu'ils peuvent commettre un jour. C'étoit à peu près la maxime de Tarquin qui conseilloit à son fils par une réponse symbolique qu'on admireroit comme ingénieuse, si elle n'étoit atroce, d'abattre les têtes des citoyens puissans de la ville qui lui avoit donné azile, ou parcequ'ils étoient un obstacle aux vues de son ambition criminelle, ou parcequ'ils pouvoient le devenir. C'est ainsi qu'il faudroit traiter un peuple fidelle. Il le fut jusqu'à ce jour, il pourroit devenir coupable. Il faut encore mettre son sort entre les mains de ses ennemis naturels, des ennemis de la Grande Bretagne elle-même. Il faudroit le livrer pieds et poings liés à ceux auxquels il refusa de s'unir en 1774 dans leur rébellion pour anéantir l'autorité du gouvernement auquel ce pays seul resta fidelle entre toutes les colonies Angloises du continent, contre lesquelles il combattit même pour la soutenir. Parcequ'il est dans l'ordre des choses possibles que nous puissions changer de conduite, il faut donner aux Américains rebelles le prix dû à la fidélité des Canadiens, à leur attachement aux intérêts Britanniques. Si les Américains étoient demeurés fidelles à la Grande Bretagne, s'ils eussent défendu les droits de son autorité violée contre les Canadiens armés pour la détruire, peut-on croire que le gouvernement Britannique eût dû inviter les Canadiens heureux et triomphans, savourans avec orgueil leurs heureux succès dans cette lutte criminelle, à partager les dépouilles des Américains demeurés fidelles et soumis? Ne peut-on, ne doit-on pas croire, lorsque quelques-uns de nos meneurs en ce pays paroissent hésiter,

et

et semblent vouloir donner dans ces travers odieux et ridicules, qu'ils ne sont point les organes du gouvernement, mais bien dupes d'intrigues de subalternes qui s'emparent de toutes les avenues pour empêcher la vérité de parvenir jusqu'à lui? Je veux que tous ne calculent pas froidement les conséquences abominables que j'ai dévoilées. Il pourroit s'en trouver : il est partout des sectateurs de Machiavel : il est plus raisonnable de croire que ceux-là sont aveuglés eux-mêmes les premiers, et entraînés par des préjugés qu'ils doivent, par cet esprit de prosélytisme naturel à tous les hommes, travailler à inspirer à ceux qu'ils supposent capables de les faire valoir, et de les aider à faire couronner leurs entreprises ou leurs projets d'heureux succès.

A quelle époque encore vient-on crier contre l'éducation, la religion, les principes moraux des Canadiens? Immédiatement après la conquête, les sentimens exagérés de quelques aventuriers ignorans, grossiers, fanatiques, que le sort avoit jettés paroi nous, les déclamations fougueuses, de quelques goujats échappés de l'armée, n'avoient rien qui dût étonner. Avant change de théâtre, quelques-uns d'entr'eux trouverent le moyen de faire fortune. Ce' 'étoit pas difficile dans un pays qu'une guerre longue leur-
 trière avoit épuisé de sujets en tout genre. Seuls de ce qu'on appelloit du nom d'Anglois ici, ils avoient trouvé l'art de se donner quelque air d'importance, parcequ'ils avoient des relations avec des hommes de rang, ou qui tenoient des places. Ils étoient seuls, pour ainsi dire. Les gens éclairés, qui, pour le dire en passant, sont ceux qui nous ont toujours rendu le plus de justice, pouvoient à cette époque soupçonner en général les sentimens des habitans de cette province sans injustice. On n'avoit guères connu les Canadiens que les armes à la main, dans le tumulte des camps, dans les fureurs de la guerre, on pouvoit les craindre alors; mais e t-ce après un demi-siècle de paix de tranquillité, de fidélité mise à l'épreuve, qu'on peut sans deshonneur travailler à troubler le repos d'un peuple sans plus de reproche sur sa conduite politique que morale? Ne seroit-il pas plus sage de travailler tous de concert à réparer
 même

même les brèches que l'esprit d'innovation, et l'imprévoyance qui en est la compagne presque inséparable, ont laissé faire à un système dont la bonté est prouvée, qui promettoit des succès si assurés, si on l'avoit suivi avec constance; qui en promet encore, si on le soutenoit d'une main ferme dans toutes ses parties essentielles?

Les principes des Canadiens sont sûrs, ils ont été mis à l'épreuve dans le seul temps où ils pouvoient inspirer des craintes, comment pourroient-ils en inspirer encore de nouvelles? Que de préjugés s'opposent cependant encore aujourd'hui à l'amélioration des établissemens de ce pays, et ont contribué d'avance à leur affoiblissement! Ces préjugés commencent pourtant à se dissiper, grâces à l'esprit de lumières qui commence à se répandre et à se communiquer, en dépit de tous les obstacles. S'ils n'avoient pas mis dans la marche de l'administration une foule d'entraves au parti qu'on pouvoit tirer des heureuses dispositions de ses habitans, cette colonie seroit aujourd'hui d'une bien autre importance qu'elle ne l'est à la mère patrie. Les Canadiens souvent découragés par leur peu de succès dans bien des genres, n'ont pas fait ce dont ils étoient capables, si on avoit su employer les moyens faciles qu'on avoit de mettre leurs talens à profit. Qu'on ne croie pas au reste que ce que je dis dans ce moment, puisse avoir des effets dangereux dans ce pays dans son état actuel. Les Canadiens en général, surtout dans la classe qui a des lumières, sont attachés au gouvernement par les principes de leur éducation morale et religieuse qui leur fait un devoir sacré de leur obéissance et de leur soumission. Si ce sentiment a éprouvé quelque affoiblissement, la faute en est à ceux qui, au lieu d'encourager, une éducation qui pouvoit produire des effets aussi salutaires, ont mis des obstacles à son développement, qui ont travaillé à la miner, quelquefois à la détruire. Les Canadiens doivent être, et tous ceux qui suivent les évènements, sont convaincus, que leur bonheur et leur existence sont à l'unisson avec la conservation du gouvernement sous lequel ils vivent. Il peut seul leur offrir un azile et un abri permanent. C'est le port où ils peuvent

peuvent se trouver assurés de leur conservation et de leur salut. Ces motifs sont puissans surtout dans le cœur des peuples qui ont des mœurs. S'ils ont quelquefois langué, ils n'ont dû voir dans cette circonstance qu'un de ces malaises passagers qui affectent quelquefois les corps politiques aussi bien que les corps organisés, qui se rétablissent d'eux-mêmes par un régime salubre. Leur fidélité ne dépend point des circonstances des temps et des lieux, d'un intérêt prochain ou éloigné; elle est fondée sur le sentiment intime du plus essentiel de leurs devoirs. Qu'on le nourrisse, qu'on l'alimente, qu'on l'augmente, au lieu de l'affaiblir, qu'on y ajoute ce sentiment d'affection que le gouvernement a des moyens si faciles de faire naître et d'entretenir par une conduite sage, ferme et juste tout ensemble, qu'on anime la confiance qui en doit être le résultat nécessaire, on verra qu'il n'est pas besoin de recourir à d'autres voies pour les conduire avec assurance, et établir l'édifice du repos et du bonheur, de la fidélité et de la tranquillité de cette colonie sur une base solide et inébranlable.

J'ai peut-être déjà abusé de la patience de mes lecteurs. Je suis entré dans des détails trop longs pour mettre dans un plus grand jour la vérité de principes qu'il devoit suffire d'exposer pour en faire sentir l'évidence. J'ai cru cependant que cet écrit pourroit ne pas déplaire par cela même qu'il contenoit une foule de vérités utiles, dont les tableaux, quelque multipliés qu'ils soient, ne peuvent manquer d'être agréables à ceux qui sont capables d'en sentir le prix.

Il se trouvera sans doute parmi nos *zélés loyalistes* des hommes qui auront de la peine à me pardonner le nom d'illustre tyran qui j'ai donné à Bonaparte. Il faudroit sans doute, avec nos *Phantasmagoristes* et quelques-uns de nos journalistes, le peindre sous une figure hideuse, et le faire dévorer par un dragon plus affreux encore. Ces peintures ridicules et affectées pouvoient être de mise dans un temps où l'on pouvoit aussi persuader à la populace que les ministres d'une religion étrangère à la leur cachotent toujours sous leurs habits quelques traits horribles de conformité

avec les démons dont Milton nous fait l'effroyable peinture dans ses tableaux de l'enfer, ou qu'on retrouve dans les desseins de Callot. La soumission, l'amour et la fidélité des peuples, ne tiennent point à ces représentations de fantaisie d'une imagination féconde ou bizarre. Il y a ici moins de populace qu'on ne le croit communément. Il est aisé de se le persuader, en voyant la douceur, la politesse simple et naïve de la majorité de la basse classe des citoyens, qui n'a pas encore éprouvé l'influence corruptrice d'un changement de mœurs, plus nombreuse de beaucoup en ce pays, toute proportion gardée, que partout ailleurs. La morale tient ici aux principes essentiels de l'éducation, elle est fondée sur une base infiniment solide. Si, au lieu de faire des efforts pour affaiblir son empire, et diminuer ses forces, on avoit travaillé à l'encourager, on verroit les effets puissans qu'elle peut opérer pour produire dans les sujets cette fidélité sans bornes, dont les sacrifices généreux rendent les gouvernemens fermes et vigoureux, comme ils établissent une parfaite harmonie entre les citoyens. On n'a pas besoin alors de ces coups de théâtre pour renforcer dans le peuple le sentiment de ses obligations, qui s'affaiblit souvent par ces moyens trompeurs. On cite encore aujourd'hui l'urbanité de Pisistrate qui enchaîna les Athéniens, la clémence de César qui sacrifia trois millions d'hommes à la soif ardente qui le dévoroit de gouverner son pays, les grandes qualités de Cromwell dont le fanatisme ardent et l'ambition farouche amenèrent en Angleterre le règne du despotisme, substitué à une anarchie sanguinaire. On peut vanter leurs talens, leur puissance, leurs vertus même, placés dans l'ombre à côté des vices les plus monstrueux, sans craindre que des hommes heureux et tranquilles puissent de-là concevoir le désir insensé de voir leur patrie noyée dans le sang et dans les armées, pour avoir l'honneur d'être gouvernés par un tyran couvert de gloire et souillé de crimes, qui élèvera au milieu d'un peuple d'esclaves un trône fastueux sur des monceaux de ruines.

J'ai rempli une partie de la tâche que je m'étois imposée, en esquissant à la hâte ce tableau. Je laisse à regret plusieurs

sieurs sujets dont la discussion auroit mérité de trouver ici sa place. J'en ai effleuré quelques-uns. Je pourrai peut-être les traiter un jour d'une manière étendue qui réponde un peu plus à leur importance. Puisse quelqu'un plus heureux me devancer et les suivre dans les détails ! J'ai appris moi-même dès mon enfance avec les leçons de mes maîtres à respecter et à chérir le gouvernement sous lequel je vis. Je n'ai pu m'empêcher de sentir avec tous les honnêtes gens de ce pays les injures prodiguées à des instituteurs respectables qui forment une des portions les plus précieuses de notre jeunesse aux vertus comme aux sciences par leurs exemples autant que par leurs préceptes. J'ai tracé le portrait de mes compatriotes en homme qui connoit son pays, et qui les a étudiés avec soin. J'ai fait celui des autres avec impartialité. Si j'avois offensé quelqu'un, tant pis pour ceux qui se seroient senti atteints de traits qui ne les avoient pas pour but. Je n'ai entendu attaquer ni blesser aucun particulier. Je devois rendre hommage à la vérité, je l'ai mise au jour, j'en ai parlé le langage. Je n'ai point cherché à flatter les passions, et à les armer en ma faveur. C'est au tribunal de la raison et de la saine politique que je veux être jugé. Je me repose sur les suffrages de ceux qui n'ont ni erreurs à faire valoir, ni préjugés à défendre. Pour les sentimens et la doctrine que j'ai soutenus, ils ne peuvent manquer de se faire jour, si, comme le dit, Montesquieu que je viens de citer *"on ne s'aveugle pas soi-même."* Mon but étoit seulement de mettre cette question dans son véritable point de vue, puisqu'on la défiguroit. Quant à la manière dont j'ai mis mes idées au jour, j'ai déjà avoué franchement que le sujet n'a pas été traité avec la supériorité qu'il exigeoit. Il eût demandé sans doute d'être manié par une main plus exercée. Elle eût ajouté les charmes du style aux graces naïves de la vérité. Quelque soit le succès de cet ouvrage sous ce rapport, il me restera la douce satisfaction d'avoir plaidé la cause la plus juste, la plus noble à laquelle on puisse s'attacher. Elle peut avoir des avocats plus éclairés, plus habiles, elle n'en aura jamais de plus sincères ni de plus vrais : c'est la cause de la justice,

de la patrie, de l'humanité. Tout homme qui n'a pas dépouillé tous les sentimens qui doivent nous y attacher, ne saura gré d'en avoir embrassé la défense, quand même il jugeroit qu'un autre avec des talens supérieurs aux miens, en auroit tiré un parti plus brillant et plus avantageux pour la réputation de l'auteur.

Je finirai par une sentence empruntée d'un écrivain, qui, plus malheureux que moi, vécut dans un temps où l'amour de l'ordre et des loix, l'attachement à la religion, à la vérité, et à la vertu, étoient devenus des crimes que leurs sectateurs expioient par la mort. Au milieu d'un peuple égaré et furieux, armé pour les extirper de dessus la terre, il eut le courage de soutenir les droits de l'humanité violés et foulés aux pieds par des hordes de brigands qui avoient conspiré la perte et la destruction des établissemens de leur pays. La Providence veilla sur le sort de ce juste, il a échappé aux bourreaux de sa nation. La hache des tyrans étoit suspendue sur sa tête, elle abattoit de toutes parts celle des hommes de mérite, tout s'écrouloit autour de lui avec un fracas épouvantable : ferme aux milieu des ruines, il traçoit, avec le calme d'un sage dont les triomphes passagers du crime ne sauroient ébranler l'ame, ces mots prophétiques : " La vérité ne meurt point, tôt ou tard elle est entendue des hommes, et son prix est indépendant de l'opinion."

